

LA PRESSE

RÉCLAMATIONS CONTRE MMA
LES FAMILLES DES VICTIMES LAISSÉES POUR COMPTE ?

PAGES A2 ET A3



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

DE GROS RETARDS

Selon Montréal, 52 % des travaux d'infrastructure prévus cette année ne pourront être réalisés en raison des délais liés à la vérification de la probité des soumissionnaires. PAGES A4 ET A5

PIPELINE ET POLÉMIQUE

TransCanada lance son projet Énergie Est, un oléoduc pancanadien d'ouest en est de 4400 kilomètres qui traversera le Québec, et qui ne fait pas l'unanimité. AFFAIRES



« C'ÉTAIT UNE ERREUR »

Le DG des Alouettes, Jim Popp, congédie son entraîneur après cinq matchs et assure l'intérim. SPORTS

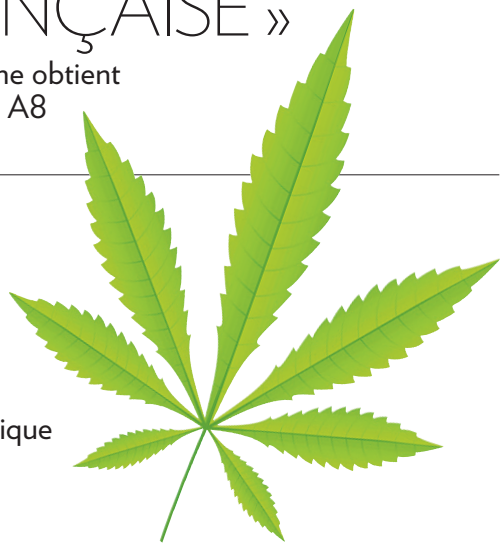
PHOTO PAUL CHIASSON, LA PRESSE CANADIENNE

« MAUDITE FRANÇAISE »

Insultée par une cliente, une pharmacienne obtient un dédommagement de 3500 \$. PAGE A8

URUGUAY GOLD

L'Uruguay pourrait devenir sous peu le premier producteur et distributeur étatique de marijuana du monde. PAGE A16



OSHEAGA
SUCCÈS INSTANTANÉ POUR IMAGINE DRAGONS
ARTS

PHOTO FOURNIE PAR POWERS IMAGERY/INVISION

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Cet été, il y a eu plus de maires que de touristes à Montréal.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



L-V 6 21924 98765 1



RBC Banque Royale®

Qui? Quoi? Quand? Où? Ici.
Le Centre d'expertise RBC. C'est vraiment pratique!

Vous avez des questions sur les services bancaires courants, l'épargne, les emprunts ou les moyens pour tirer le maximum de votre argent?

Obtenez des réponses en tout temps à centredexpertiserbc.com.



Une banque de conseils pour vous guider.™

TRAGÉDIE À LAC-MÉGANTIC

«ÇA FAIT MAL À VOIR»

L'ouverture partielle de la zone évacuée permet aux Méganticois de constater la dévastation de leur centre-ville



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

Des Méganticois ont pu retourner chez eux hier et découvrir la plaie béante au milieu de leur ville.



ANNABELLE BLAIS

LAC-MÉGANTIC — Tant du côté des enquêtes du Bureau de la sécurité des transports (BST) que du côté des recherches pour retrouver les cinq corps manquants, la journée d'hier a marqué un tournant.

Psychologiquement, une nouvelle étape a été franchie alors que le périmètre de la zone évacuée a été modifié, laissant entrevoir aux Méganticois pour une rare fois depuis le 6 juillet la plaie béante qu'est devenu le centre-ville.

Plusieurs résidents appréhendaient ce moment, tant la vue de la dévastation est insoutenable. À plusieurs endroits, le revêtement a ondulé sous la chaleur et a même fait fondre des chiffres métalliques indiquant l'adresse de certaines maisons.

Tant les touristes que les Méganticois ont arpenté les rues dans un silence lourd, le pas lent.

Caroline Forêt s'était arrêtée sur une petite élévation laissant voir tout le centre-ville où elle a grandi. «Ça fait mal à voir», a-t-elle soupiré. À ses côtés, sa belle-mère Johanne Paré a hésité avant de venir voir, tant elle doutait d'en avoir la force.

Et même si son cœur se serre à la vue des bâtiments dont il ne reste que les fondations, Réal Paradis ne pouvait détourner le regard. «Fallait venir voir de nos yeux. On s'imaginait tellement d'affaires avec les images de la télé.»

À la suite des modifications apportées au périmètre, près de 50 familles ont pu réintégrer leur résidence. Une centaine de personnes sont toujours évacuées.

Fin des recherches

Les Méganticois ont aussi dû affronter une autre dure réalité: la Sûreté du Québec a confirmé qu'elle mettait fin aux recherches pour

La Sûreté du Québec a confirmé qu'elle mettait fin aux recherches pour retrouver les corps toujours manquants de 5 des 47 victimes.

retrouver les corps toujours portés disparus de 5 des 47 victimes. Aucun corps n'avait été dégagé des décombres depuis le 18 juillet.

«Nous avons la certitude que tout ce qui pouvait être fait a été fait», a annoncé Guy Lapointe, lieutenant et conseiller aux enquêtes criminelles à la SQ.

Depuis une semaine, les policiers concentraient leurs recherches dans trois secteurs de la zone évacuée. Les familles avaient été informées de la possibilité que l'on

ne retrouve jamais leurs proches. Si les recherches sont terminées, il reste néanmoins une étape cruciale d'analyse des éléments recueillis sur la scène de crime. Tous les espoirs des familles endeuillées reposent maintenant sur ces analyses.

«Il est possible que des éléments retrouvés sur le site, une fois expertisés, nous permettent de confirmer l'identité de certaines des victimes toujours portées manquantes», a indiqué Geneviève Guilbault, porte-parole du Bureau du coroner.

«Le chiffre de 42 [corps retrouvés] n'est pas un chiffre absolu», a insisté le lieutenant Lapointe.

Réaction anormale

Le BST termine également une étape de récolte d'information sur le terrain pour entamer une phase d'analyse. Une équipe réduite de cinq personnes restera à Lac-Mégantic, notamment pour étudier les freins des wagons-citernes et des locomotives du train.

Le Bureau de la sécurité des transports conduit également, de son laboratoire d'Ottawa, toute une batterie de tests sur des échantillons de pétrole recueillis dans les citernes, afin d'en déterminer la composition. «Ça nous permettra de comprendre pourquoi le feu a été aussi violent», a indiqué Ed Belkaloul, gestionnaire des enquêtes du BST pour la région du Québec.

«Selon les experts [...], il semblerait que le pétrole brut a réagi d'une façon anormale», a-t-il ajouté.

Le BST doit encore recueillir des informations auprès de la Montreal, Maine & Atlantic, à qui appartenait le train. Il dit avoir une bonne collaboration de la part de la compagnie ferroviaire.

La Ville de Mégantic a aussi confirmé que MMA n'a pas donné suite à la mise en demeure. Le gouvernement du Québec et la municipalité étudient maintenant la possibilité de poursuivre la compagnie.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 8
Astrologie du jour	AFFAIRES 8
Bourses	AFFAIRES 6
Débats	A 19
Décès	AFFAIRES 8
Horaires télévision	ARTS 6
Loteries	A 16
Monde	A 16 à A18
Petites annonces	AFFAIRES 7
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Ciel variable en avant-midi et risques d'orage en après-midi, maximum 23, minimum 16. AFFAIRES 7

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

Perquisition de Transports Canada dans les bureaux de MMA à Farnham

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Transports Canada a mené une perquisition dans les bureaux de la Montreal, Maine & Atlantic à Farnham, en Montérégie, hier. Cette intervention survient exactement une semaine après celle de la Sûreté du Québec dans les mêmes bureaux.

«Transports Canada a obtenu un mandat et est à réunir des preuves afin de déterminer si les règles et règlements prévus par la Loi sur la sécurité ferroviaire et la Loi sur le transport des marchandises dangereuses

ont été respectés», a fait savoir par courriel Marie-Anyk Côté, gestionnaire, communication et stratégie pour la région de Québec chez Transports Canada.

Selon la gestionnaire, «le non-respect de ces règles et règlements» pourrait entraîner des «poursuites au criminel», lit-on dans son communiqué.

Farnham est la principale base d'opérations de MMA au Québec. L'entreprise y est installée dans une ancienne gare qui tombe en ruine.

La semaine dernière, un employé présent lors de la perquisition avait relaté que

la Sûreté du Québec avait bloqué l'accès à certaines parties de l'édifice pendant la perquisition. D'autres zones n'étaient accessibles aux employés que s'ils étaient escortés par des policiers.

La fin de semaine dernière, le seul administrateur canadien de MMA, Yves Bourdon, s'était dit surpris par l'opération de la SQ.

«C'est une surprise, avait-il dit. On a toujours coopéré avec les corps policiers, avec le Bureau de la sécurité dans les transports, avec tout le monde. Alors, ça nous a surpris.»

PHOTO LA VOIX DE L'EST
Les bureaux de MMA à Farnham

TRAGÉDIE À LAC-MÉGANTIC



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

Les poutres métalliques tordues permettent d'imaginer l'effroyable force de l'élément destructeur.

DES FOURNISSEURS ABANDONNENT MMA

MMA vient de perdre son fournisseur de diesel, tandis que d'autres réclament d'être payés. Petro Sud Ouest ne livre plus de carburant aux installations de MMA à Farnham depuis la semaine dernière. L'entreprise de Granby qui ravitaillait les locomotives de MMA depuis quelques d'années vient de rompre son contrat. La compagnie Construction DJL a aussi fermé le compte de MMA. L'entreprise livrait régulièrement à la compagnie ferroviaire des pierres et du gravier excavés à sa carrière de Bromont. Seney Électrique à Farnham a également mis fin à ses liens d'affaires avec MMA. Son propriétaire Serge Seney a eu la mauvaise surprise, hier, de recevoir un avis de sa banque l'informant qu'un chèque de 7300\$ de MMA était sans fonds. Il l'avait déposé quelques jours après la tragédie à Lac-Mégantic. Les Débroussailleurs G S L attend quant à elle un chèque de 79 000\$ pour un contrat rempli en juin dernier: « On ne sait pas si on va être payés », a résumé son propriétaire Noël Giguère.

— La Voix de l'Est

PAS UN SOU POUR LES FAMILLES DES VICTIMES?



VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Décontaminer. Reconstruire le centre-ville. Compenser les familles de Lac-Mégantic qui ont perdu un être cher. Les réclamations à l'égard de Montreal, Maine & Atlantic Railway (MMA) seront nombreuses. Mais les familles des victimes passeront probablement en dernier et pourraient même se buter à une caisse vide si MMA n'est pas suffisamment assurée, selon le professeur Daniel Gardner. Et le gouvernement du Québec ne veut pas dire s'il laissera les familles de victimes passer devant lui dans l'ordre des créanciers.

« C'est premier arrivé, premier servi, et les familles des victimes ont la preuve la plus difficile à faire. Elles vont passer en dernier [dans les créanciers]. C'est possible qu'il n'y ait plus d'argent quand leurs créances deviendront exigibles », dit Daniel Gardner, un professeur de droit civil à l'Université Laval

qui a lu le contrat d'assurance pour 25 millions entre MMA et XL Group.

À l'inverse, c'est le gouvernement du Québec, qui paie actuellement pour décontaminer le site de Lac-Mégantic, qui aura les premières créances valides. « Ce sont les dommages les plus facilement chiffrables, car les gouvernements ont des factures », dit le professeur Gardner.

Québec accepterait-il de laisser passer les familles des victimes devant lui dans l'ordre des créanciers? Invité à commenter ce scénario, le cabinet du ministre de l'Environnement Yves-François Blanchet n'a pas répondu à La Presse hier.

Québec n'a pas précisé son évaluation des coûts de décontamination. Au 30 juillet dernier, la Ville de Lac-Mégantic avait déjà payé 7,5 millions, une somme qui sera assumée par Québec. En vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement, Québec peut poursuivre – en plus de MMA – le propriétaire du pétrole, World Fuel Services, pour payer la décontamination.

Les propriétaires de maisons et de commerces détruits par l'explosion, eux, devront vraisemblablement se limiter à poursuivre MMA. « La

responsabilité [de World Fuel et Canadien Pacifique, qui a octroyé le contrat à MMA] est beaucoup plus difficile à prouver que celle de MMA », dit Geneviève Saumier, professeure de droit civil à l'Université McGill. « C'est un long shot parce qu'il faut prouver que ces deux autres entreprises ont commis une faute en confiant le contrat

Radio-Canada que son entreprise détenait d'autres polices d'assurance, sans dévoiler le montant total de couverture.

Les citoyens et commerces ayant subi des dommages matériels pourraient aussi passer devant les familles des victimes, car leurs dommages sont plus facilement chiffrables. S'ils sont assurés, leur compagnie d'assu-

un parent, la facture grimpe sensiblement en raison du rôle de pourvoyeur financier de ce parent.

Une requête de recours collectif a été déposée dans le dossier de Lac-Mégantic, tant pour les dommages matériels que moraux. Cette démarche judiciaire prendra des années. Daniel Gardner rappelle le dossier du déluge du Saguenay à l'été 1996, qui s'est réglé hors cour seulement en décembre 2004. « C'est bien d'aller chercher un jugement des années plus tard, mais qu'arrive-t-il si les assureurs de MMA ont déjà payé le plafond de leur couverture? », demande-t-il.

C'est pourquoi le professeur de l'Université Laval plaide pour l'instauration d'un régime de *no fault* (assurance sans égard à la responsabilité) dans le secteur ferroviaire comme en Nouvelle-Zélande et en Australie. Le Québec a un régime de *no fault* en assurance automobile, la SAAQ. « Les familles des victimes veulent tourner la page en recevant une somme raisonnable sans attendre des années », dit Daniel Gardner. C'est l'avantage du *no fault*, qui paie sans demander la cause de l'accident. »

« C'est premier arrivé, premier servi, et les familles des victimes ont la preuve la plus difficile à faire. »

— Daniel Gardner, professeur de droit civil à l'Université Laval

à MMA alors que MMA avait toutes les autorisations du fédéral pour opérer », dit Daniel Gardner.

Au moins 20 000\$ par famille de victime

En situation financière précaire, MMA détient une assurance valide de 25 millions avec XL Group. Plus tôt cette semaine, MMA disait avoir un différend avec son assureur. L'assurance est toujours valide même si MMA devait déclarer faillite. Le PDG de MMA, Ed Burkhardt, a confirmé à

rance les remboursera et voudra ensuite se faire rembourser par les assurances de MMA. S'ils ne sont pas assurés ou s'ils sont assurés pour un montant inférieur à leurs dommages matériels, ils pourraient poursuivre MMA pour la différence.

Combien peuvent espérer les membres de la famille immédiate des victimes pour la perte d'un être cher? Le montant de départ: entre 20 000 et 25 000\$, selon le professeur Gardner, qui a étudié la jurisprudence québécoise à cet égard. Pour un enfant en bas âge ou mineur qui perd

Échangeur Saint-Pierre

ENTRAVE MAJEURE

→ 10 prochaines fins de semaine

Des travaux de réparation de l'échangeur Saint-Pierre entraîneront la fermeture de la bretelle menant de la route 138 est à l'autoroute 20 ouest pour les 10 prochaines fins de semaine.

À COMPTER DE LA FIN DE SEMAINE DU 2 AOÛT

— FERMETURE COMPLÈTE DE JOUR ET DE NUIT —

X **Bretelle Rte-138 est vers A-20 ouest**
- DE 23 H 59 VENDREDI À 5 H LUNDI

Détour : emprunter la bretelle Rte-138 est vers A-20 est et suivre la signalisation de détour pour accéder à l'autoroute 20 en direction ouest.

En cas de conditions météorologiques défavorables ou de contraintes opérationnelles, cette entrave pourra être reportée.

MOBILITÉ MONTRÉAL
CHACUN FAIT PARTIE DE LA SOLUTION

quebec511.info

DES INFRASTRUCTURES POUR TOUS

Québec

ACTUALITÉS

RETARD DANS LES TRAVAUX

Montréal ne réalisera que la moitié de ses chantiers en 2013 à cause du processus de vérification des entreprises



PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

À l'heure où les infrastructures routières et d'eau de Montréal accusent un important retard d'entretien, la métropole pense réaliser à peine la moitié des travaux prévus en 2013 en raison des délais imposés pour vérifier la probité des entreprises.

Chaque année, Montréal présente à l'automne son programme triennal des immo-

des travaux prévus en 2013 auront été faits, soit pour 780 millions. Normalement, la Ville dit réaliser jusqu'à 80 % de ses projets planifiés.

Ces retards sont d'autant plus inquiétants qu'ils surviennent alors que le vérificateur général de Montréal, Jacques Bergeron, sonnait l'alarme au printemps sur la détérioration des infrastructures de la métropole. « La Ville est presque à un point de non-retour : ça va être difficile de rattraper le temps perdu. Pour la population, il va y avoir des problèmes, des bris, des fuites, des chaussées qui vont se détériorer. Il y a

de l'Autorité des marchés financiers (AMF) sur la probité de certaines entreprises qui s'éternisent, a expliqué hier le maire par intérim. Laurent Blanchard a préféré ne pas nommer celles posant problème, se limitant à dire qu'il s'agissait des « noms les plus suspects », fréquemment cités à la commission Charbonneau.

Le maire a appelé hier l'AMF à accélérer ses vérifications. En accordant une autorisation, l'Autorité permet aux travaux de débiter, tandis qu'un refus permet à Montréal de confier le contrat à une autre entreprise.

L'AMF assure faire le traitement des demandes dans les meilleurs délais possible. « Notre objectif est de faire les vérifications dans les 40 jours ouvrables, mais ça dépend toujours de la complexité du dossier », dit une porte-parole de l'AMF, Cathy Beauséjour.

Jusqu'à présent, 34 entreprises ont reçu le feu vert de l'AMF pour réaliser des travaux à Montréal. Deux ont toutefois essuyé un refus. Enfin, la métropole attend toujours une réponse pour 32 entreprises soumises aux vérifications de l'Autorité.

Montréal dit avoir attendu en moyenne 69 jours l'autorisation de l'AMF. Pour un chantier toutefois, le maire Blanchard a indiqué hier que



La Ville de Montréal dit avoir attendu en moyenne 69 jours l'autorisation de l'Autorité des marchés financiers pour lancer des travaux, mais les délais sont parfois beaucoup plus importants.

« La Ville est presque à un point de non-retour : ça va être difficile de rattraper le temps perdu. Pour la population, il va y avoir des problèmes, des bris, des fuites, des chaussées qui vont se détériorer. » — Jacques Bergeron,

vérificateur général de Montréal

bilisations (PTI), soit le plan des travaux à réaliser pour les trois prochaines années. Montréal prévoyait ainsi investir en 2013 pas moins de 1,5 milliard dans ses infrastructures vieillissantes.

Mais voilà, à l'heure de planifier le prochain PTI, la métropole prévoit maintenant que seulement 52 %

un déficit d'investissement qui est très important. » Le vérificateur jugeait déjà insuffisants les investissements prévus, estimant qu'il fallait les tripler pour rattraper le retard dans l'entretien des infrastructures.

Présentement, 44 chantiers d'importance sont bloqués en raison des vérifications

Le cas Accurso

L'attente durait maintenant depuis 157 jours, soit plus de cinq mois. « Je ne dirais pas que la Ville est paralysée, mais il y a des travaux qui ne peuvent pas se faire. »

Laurent Blanchard a cité en exemple d'importants travaux d'aqueduc et d'égouts dans la rue Sherbrooke. « Il a fallu attendre 96 jours avant d'avoir l'autorisation. Les travaux qui auraient dû commencer en avril n'ont pas pu commencer avant juillet. Par effet de domino, ça peut retarder parce qu'il y a des chantiers qu'on ne peut pas faire en hiver. »

Le maire Laurent Blanchard en appelle également à l'AMF pour statuer rapidement sur le cas de l'entrepreneur Tony Accurso. *La Presse* a révélé hier que l'entrepreneur, arrêté à trois reprises depuis deux ans pour des histoires de fraudes dans des contrats publics, n'était pas inscrit sur la liste noire de Montréal et avait ainsi pu récupérer un contrat, mercredi.

« Ça n'a pas d'allure qu'on puisse interdire de contrat quelqu'un qui a admis un pot-de-vin de 60\$ mais qu'on ne puisse pas interdire quelqu'un qui a admis une fraude fiscale

Ouvrez la porte aux grands espaces, grâce à nos petits prix de l'été.



Jetta 2013

Louez à partir de

153 \$ par mois sur 48 mois*
1 568 \$ d'acompte

Frais de transport et inspection de prélivraison inclus.



Tiguan 2013

Jusqu'à

3 000 \$ de rabais à l'achat au comptant**

Les offres se terminent le 3 septembre 2013. C'est ça la valeur de l'ingénierie allemande.



Das Auto.

1 800 ROULE VW

vw.ca

*Sur approbation du crédit. Basée sur le modèle Jetta 2013 de 2,0 L de base neuf avec boîte manuelle à 5 vitesses dont le PDSF est de 16 385 \$. Acompte de 1 568 \$, dépôt de sécurité de 210 \$ et première mensualité requis à la signature. Frais de 15 \$ du kilomètre après 64 000 km en sus. RDPRM (jusqu'à 46 \$), droits et taxes en sus. **Rabais basé sur le PDSF et applicable à l'achat au comptant du modèle Tiguan Trendline 4MOTION™ 2013 neuf et non immatriculé avec boîte automatique à 6 vitesses. Droits et taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres en vigueur jusqu'au 3 septembre 2013. PDSF du modèle montré : Jetta Highline 2013 de 2,5 L, 26 085 \$ / Tiguan 2.0T 2013, 41 900 \$. Modèles montrés à titre indicatif seulement. Visitez votre concessionnaire ou vw.ca pour les détails. « Volkswagen », le logo Volkswagen, « Das Auto » et « 4MOTION », « Jetta » et « Tiguan » sont des marques déposées de Volkswagen AG. © Volkswagen Canada 2013.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Les chantiers montréalais

68

ENTREPRISES pour lesquelles Montréal a demandé une autorisation à l'AMF



34

autorisations rendues par l'AMF

2

refus

32

entreprises faisant toujours l'objet d'une vérification

40

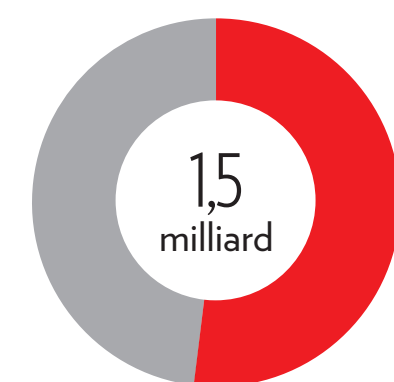
JOURS

Délai de vérification moyen visé par l'AMF

69

JOURS

Délai effectif moyen selon la Ville de Montréal



Montréal pense réaliser seulement la moitié des chantiers prévus en 2013, d'une valeur totale de 1,5 milliard, en raison des retards entraînés par la vérification de la probité des entreprises.

52%

DE L'APPEL D'OFFRES AUX TRAVAUX... EN 10 ÉTAPES

- 1 Montréal lance un appel d'offres pour un chantier.
- 2 Les entreprises déposent des soumissions pour décrocher le contrat.
- 3 Montréal doit vérifier si certains des soumissionnaires se trouvent sur sa liste noire.
- 4 Montréal envoie à l'AMF le nom des deux plus bas soumissionnaires conformes.
- 5 L'AMF mène des vérifications sur les deux entreprises.
- 6 L'AMF envoie ensuite le dossier à l'UPAC pour des vérifications supplémentaires.
- 7 L'UPAC formule une recommandation sur les entreprises à l'AMF.
- 8 L'AMF accorde une autorisation, sans quoi l'entreprise est inscrite au Registre des entreprises non admissibles.
- 9 La décision de l'AMF reçue, les élus de Montréal votent l'octroi du contrat.
- 10 Début des travaux.

de 4 millions au gouvernement du Canada. Faites quelque chose!» s'est désolé Laurent Blanchard, lors d'un point de presse hier matin.

Le maire a été vivement critiqué par le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron. Celui-ci déplore que Blanchard, comme l'ex-maire Gerald Tremblay, craigne de voir Tony Accurso poursuivre Montréal si la Ville lui refuse un contrat dont il a remporté l'appel d'offres. «Entendre aujourd'hui le maire Laurent Blanchard utiliser le même argument, c'est scandaleux. Qu'il nous poursuive! En cour, on forcera Tony

Accurso à exposer la structure de ses entreprises, les pratiques collusionnaires utilisées.»

Équipe Coderre a également critiqué le transfert du contrat à Tony Accurso. «Demander une révision auprès de l'Autorité des marchés financiers n'est pas suffisant. J'invite le gouvernement du Québec à faire son travail, afin de corriger tout vide législatif. Cela étant dit, la Ville doit également modifier sa politique de gestion contractuelle pour que cette situation ne se reproduise plus», a indiqué Lionel Perez, maire par intérim de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

MAIRIE DE MONTRÉAL

Un premier débat entre les aspirants

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Le tout premier débat entre les principaux candidats à la mairie de Montréal aura lieu le 16 août, à l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde (INM). Quatre aspirants au poste de maire s'affronteront en face à face et répondront aux questions du public. Il s'agit de Richard Bergeron (Projet Montréal), Denis Coderre (Équipe Coderre), Marcel Côté (Coalition Montréal) et Mélanie Joly (indépendante). D'autres candidats se présentent à la

mairie, dont l'éditeur Michel Brûlé, mais l'INM dit avoir décidé de limiter à quatre le nombre de participants pour faciliter les échanges. Le débat abordera les thèmes de la participation citoyenne et de la jeunesse. Animé par la journaliste Anne-Marie Dussault, l'événement aura lieu le vendredi 16 août à 20 h à l'amphithéâtre du Pavillon Sherbrooke de l'Université du Québec. Bien qu'il se déroule dans le cadre de l'École d'été de l'INM, le débat est ouvert au public au coût de 10\$.

Un ex-candidat du PQ épinglé par le DGE

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Un candidat du Parti québécois et son agente officielle viennent d'être épinglés par le Directeur général des élections du Québec pour une dépense illégale. Tous deux ont plaidé non coupable.

Claude Turcotte, porte-étendard du PQ dans Vaudreuil lors du scrutin de 2008, devra acquitter une amende de 651\$ s'il est trouvé coupable par un juge ou s'il modifie son plaidoyer.

La même amende a été imposée à Carole Lefebvre. En entrevue avec *La Presse*, elle a d'ailleurs exigé que le PQ la rembourse si elle est condamnée à verser un quelconque montant d'argent.

Les faits reprochés aux deux péquistes sont survenus en août 2009, à Vaudreuil-Dorion. M. Turcotte aurait fait une dépense de 800\$ alors qu'il n'en avait pas l'autorisation en vertu de la loi.

«Il n'était ni le représentant officiel, ni une personne désignée par écrit par celui-ci», précise le constat d'infraction.

M^{me} Lefebvre – qui avait cette autorité – a «aidé Claude Turcotte à effectuer» sa dépense illégale en le remboursant à même les fonds de l'association locale du Parti québécois.

Simple erreur

En entrevue avec *La Presse*, Carole Lefebvre a indiqué que cette dépense était liée à la location d'un terrain pour une activité partisane. Elle a juré qu'aucune malversation n'avait eu lieu et qu'il s'agissait simplement d'une mauvaise compréhension des règles en vigueur.

La femme a ajouté en vouloir au DGEQ et au Parti québécois, car elle s'était limitée à répondre à la demande de son candidat.

Elle a indiqué qu'elle se tiendrait loin des partis politiques à partir de maintenant.

La Presse n'a pas pu joindre Claude Turcotte. Celui-ci a été écrasé par le libéral Yvon Marcoux en 2008. Il a été remplacé par le péquiste Kim Comeau pour le scrutin de 2012. Lui aussi a été battu.

Le Parti québécois n'a pas voulu commenter.

VENDREDI, SAMEDI ET DIMANCHE 2, 3 ET 4 AOÛT

ÉCONOMISEZ
10%
AVEC TOUT ACHAT
DE 100\$
ET PLUS

La modération a bien meilleur goût.



PRENEZ GOÛT À NOS CONSEILS



18+

Exclus de cette offre: titulaires de permis, SAQ Dépôt, agences de la SAQ et comptoirs Vin en vrac. L'offre Economisez 10% avec tout achat de 100\$ et plus (après toute autre réduction, incluant les bons de réduction) est en vigueur les 2, 3 et 4 août 2013 seulement et s'applique uniquement aux produits offerts en succursale, à l'exception des cartes-cadeaux SAQ, des cartes de dégustation et des bons-cadeaux «Les Connaisseurs», ainsi que des produits commandés par l'entremise du service des commandes privées et de ceux en vente dans le catalogue *Le Courrier vinicole*. La consigne sur les bières est exclue du montant d'achat donnant droit à l'escompte. Promotion également offerte dans SAQ.COM. Achats non cumulatifs. Aucune mise de côté n'est acceptée. 18 ans ou plus.

ACTUALITÉS

« La ministre joue au bingo »

La sélection au hasard des immigrants investisseurs au Québec irrite l'opposition

FRANÇOIS VAN HOENACKER

À peine 24 heures après leur entrée en vigueur, les nouvelles mesures du gouvernement du Québec en matière d'immigration semblent déjà loin de faire l'unanimité. L'opposition officielle critique la sélection au hasard des investisseurs immigrants, accusant la ministre de l'Immigration de « jouer au bingo » avec l'avenir de ces éventuels citoyens.

Parmi les nouvelles mesures qui semblent particulièrement litigieuses, on compte un tirage au sort qui déterminera les 1750 demandes d'immigrants investisseurs qui seront traitées sur l'ensemble des demandes reçues. « Je ne comprends tout simplement pas pourquoi une telle procédure a été instaurée », dénonce la porte-parole officielle de l'opposition en matière d'immigration, Filomena Rotiroti. « La ministre de l'Immigration joue au bingo avec l'avenir des immigrants », renchérit-elle.

Le gouvernement rétorque qu'un tirage au sort a été instauré « pour assurer un traitement équitable » envers ces demandeurs. « Comme les demandes ne se font que du 1^{er} au 16 août, nous ne voulions pas commencer à sélectionner les demandes en fonction du moment de la réception », explique Jonathan Lavallée, porte-parole du ministère de l'Immigration du Québec.

Ce dernier mentionne que le délai pour le dépôt de ces demandes a été réduit à 12 jours ouvrables afin de minimiser le temps d'attente avec lequel doivent composer les immigrants investisseurs. « Chaque demande traitée implique des délais additionnels, nous avons voulu limiter le nombre de



PHOTO IVANOHO DEMERS, LA PRESSE
Selon la ministre de l'Immigration, Diane De Courcy, les pays se livrent une « forte compétition » pour attirer les immigrants investisseurs. Les délais à la suite des demandes doivent donc être minimisés.

demandes reçues sur une base annuelle », précise-t-il, soulignant que le nombre maximal d'immigrants investisseurs est atteint année après année au Québec.

Plusieurs demandes à la fois

Par ailleurs, selon la ministre de l'Immigration Diane De Courcy, les immigrants investisseurs font, au même moment, plusieurs demandes dans différents pays. « Les immigrants investisseurs choisissent le premier pays qui donnera suite à leur demande. On doit donc s'assurer de minimiser les délais », affirme-t-elle.

Ces nouvelles mesures annoncées hier par voie de communiqué ont d'abord été présentées en ligne le 8 juillet dernier, sur le site d'Immigration-Québec. Selon la porte-parole officielle

de l'opposition en matière d'immigration Filomena Rotiroti, ce délai est insuffisant. « Ça laisse très peu de temps aux immigrants investisseurs », plaide cette dernière.

Le gouvernement du Québec affirme que 380 demandes en provenance du bureau du Québec à Hong Kong ont déjà été reçues en une journée, ce qui prouve, selon le porte-parole du ministère de l'Immigration du Québec, que « les immigrants investisseurs sont bien au fait de ces délais et ont répondu à l'appel ».

Dans une lettre d'opinion publiée dans *La Presse* hier, Louis-René Gagnon, qui enseigne l'immigration économique au cégep de Saint-Laurent, écrit qu'il est « un peu surprenant que le Québec en vienne à recourir à une méthode

américaine de tirage au sort » en matière d'immigration. Il demande par ailleurs: « Si nous avons trop d'immigrants qui cherchent à investir au Québec, pourquoi ne pas hausser les seuils de passage ou, surtout, les montants exigés? »

« Une forte compétition »

Selon la ministre de l'Immigration, les pays se livrent une « forte compétition » pour attirer les immigrants investisseurs. « Le Québec est parmi les États qui a déjà des exigences costaudes en la matière. Il faut s'assurer de [rester attrayants] pour les immigrants investisseurs », soutient Diane De Courcy. « On doit trouver le juste équilibre entre les critères que l'on exige et l'attraction du Québec pour ces investisseurs », ajoute-t-elle.

LIMITE DES AUTORISATIONS

1750 investisseurs

500 travailleurs autonomes et entrepreneurs

20 000 travailleurs qualifiés

*Les investisseurs étrangers dont la maîtrise du français est égale ou supérieure au niveau « intermédiaire avancé » ne sont pas soumis à ce plafond.

Parmi les autres mesures annoncées figurent les exigences accrues touchant la maîtrise du français. Le ministère de l'Immigration estime que ces nouvelles exigences facilitent l'intégration et l'accès au marché du travail.

Micheline Labelle, titulaire de la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté à l'UQAM, souligne que les orientations annoncées sont « bonnes de façon générale ». Elle mentionne toutefois que le fait d'accorder plus d'importance à la langue française n'a de sens que s'il est possible d'intégrer plus facilement les immigrants au marché de l'emploi du Québec. « Ça ne sert à rien de faire venir des immigrants francophones qui ne sont pas en mesure de se trouver un emploi si on ne s'attaque pas davantage aux obstacles auxquels ils sont confrontés, comme la discrimination par exemple », estime-t-elle.



PHOTO TOMM W. CHRISTIANSEN, ARCHIVES BLOOMBERG

NOUVELLES MESURES EN VIGUEUR DEPUIS LE 1^{ER} AOÛT 2013

COÛT POUR LES IMMIGRANTS INVESTISSEURS

Les immigrants investisseurs devront délier les cordons de la bourse et verser 10 000 \$ pour remplir une demande d'immigration. Les immigrants investisseurs devaient auparavant déboursier quelque 4000 \$, plus 160 \$ pour chaque membre de leur famille

POINTS ATTRIBUÉS SELON LES DOMAINES DE FORMATION

Un système de points qui était en vigueur depuis quatre ans a été revu en fonction des nouveaux besoins en matière de main-d'œuvre au Québec.

Les formations en santé, notamment en sciences infirmières, de même qu'en génie, par exemple génie aéronautique et génie civil, valent de nombreux points dans la section « Domaine de formation » de la demande d'immigration.

MAÎTRISE DU FRANÇAIS

Le processus d'immigration au Québec inclut un système de points. Le niveau « intermédiaire avancé » en français est devenu le seuil minimal qui permet d'acquiescer des points dans la section « Connaissances linguistiques » de la demande d'immigration. Ceci s'applique aux travailleurs qualifiés et autonomes, aux entrepreneurs et aux investisseurs.

— François Van Hoenacker

Brossard Une fillette happée mortellement au Quartier DIX30

Une fillette de 6 ans a perdu la vie après avoir été heurtée par un véhicule dans le stationnement du magasin Walmart, situé à Brossard, hier soir. L'accident tragique est survenu à 17h15 au centre commercial du Quartier DIX30. Selon Patrick Barrière, porte-parole du Service de police de l'agglomération de

Longueuil, « la mère sortait du centre commercial avec ces quatre enfants, trois garçons de 5, 8 et 9 ans, ainsi qu'avec sa fillette de six ans ». La jeune victime a été heurtée mortellement par un véhicule utilitaire sport conduit par une femme de 43 ans. Elle avait avec elle à bord ses deux jeunes enfants et 10 et 13

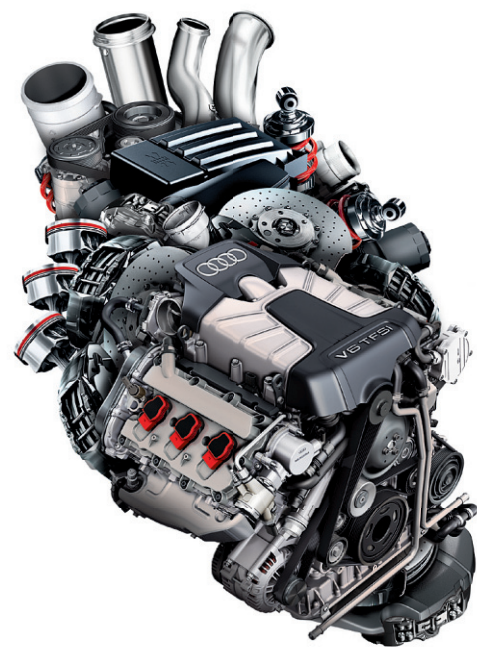
ans. Les témoins directs de l'accident ont tous été transportés à l'hôpital pour des chocs nerveux. Le décès de la fillette a été constaté peu après 19h. La vitesse ne serait pas en cause. « Il n'y aurait aucun élément de preuve contre la conductrice », selon le porte-parole de la police.

— Caroline d'Astous



FÉLIX O.J. FOURNIER

L'accident s'est produit hier à Brossard.



Audi Vorsprung durch Technik

Sa santé nous tient à cœur

Cet été, prenez le pouls de votre Audi.

Rapport de santé estival Audi

Du 15 juillet au 15 septembre 2013

Inspection du véhicule en 30 points sans frais

Une assistance routière Audi de 6 mois en prime*

Pour prendre un rendez-vous[†], visitez audi.ca/bilansante ou votre concessionnaire le plus près.

1000\$	500\$	100\$	50\$
16,03\$	8,01\$	1,60\$	0,80\$



Brault & Martineau
Pour le meilleur et pour le prix

Profitez des **bas prix**

EXTRÊMES

de **l'été**

Exemple de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours seront de :
 Si votre solde quotidien moyen est de :



Mobilier de salon inclinable

De style transitionnel, revêtu de cuir laminé, dossier central du sofa rabattable avec porte-gobelets
Livraison gratuite

- Causeuse inclinable 19,42 \$*/mois ou 699 \$
- Fauteuil inclinable 13,86 \$*/mois ou 499 \$

2219\$ /36 mois
OU
799\$
Sofa inclinable



Comprend : 1 table et 6 chaises

Mobilier de salle à manger

De style transitionnel, table de 137 x 102 cm (54 x 40 po) avec panneau de rallonge de 46 cm (18 po). Buffet aussi disponible. Voir prix en magasin
Livraison gratuite

1664\$ /36 mois
OU
599\$



Comprend : 1 table et 4 chaises

Mobilier de salle à manger

De style contemporain, avec dessus de table en céramique, table de 152 x 90 cm (60 x 35,5 po)
Livraison gratuite

- Buffet 19,42 \$*/mois ou 699 \$

1942\$ /36 mois
OU
699\$



Mobilier de chambre

De style transitionnel, fini couleur moka
Livraison gratuite

- Armoire 10,53 \$*/mois ou 379 \$
- Chiffonnier 8,86 \$*/mois ou 319 \$

2775\$ /36 mois
OU
999\$

Comprend : bureau double, miroir, 2 tables de nuit et tête de lit

FRIGIDAIRE

18032\$ /36 mois
OU
649\$ Réfrigérateur

1108\$ /36 mois
OU
399\$ Lave-vaisselle

1942\$ /36 mois
OU
699\$ Cuisinière

3121\$ /24 mois
OU
749\$ La paire

Lave-vaisselle
Capacité de 14 couverts, 3 cycles, cuve haute, broyeur d'aliments
Livraison, ramassage et service gratuits

Réfrigérateur de 18 pi³
2 étagères coulissantes de grande largeur en verre SpillSafe®. 2 bacs à humidité contrôlée, portes réversibles, Energy Star®
Livraison, ramassage et service gratuits

Cuisinière avec four à convection autonettoyant
Four de 5,3 pi³ à convection par ventilateur, élément de cuisson dissimulé, 1 élément de 12 po, très grand hublot
Livraison, ramassage et service gratuits

Laveuse de 4,3 pi³ C.E.I.
12 programmes, 4 niveaux d'eau, 3 réglages de température, agitateur à double action

Sécheuse de 6 pi³
6 programmes, 4 réglages de température
Livraison, ramassage et service gratuits

Bell Fibe maintenant disponible chez BM!

32 po DEL HDMI v2
969\$ /36 mois
OU
349\$*

PROSCAN
Téléviseur à écran DEL de 32 po
1 entrée VGA, entrée PC audio
Livraison gratuite et garantie du manufacturier de 12 mois

60 po PLASMA Full HD 1080p HDMI v2 USB 800HZ
4163\$ /24 mois
OU
999\$*

SAMSUNG
Téléviseur à écran plasma de 60 po
Résolution pleine HD 1080p, ConnectShare® Movie
Livraison gratuite et garantie du manufacturier de 12 mois

Galerie du sommeil
90 jours d'essai
sur TOUS nos matelas
 Si vous n'êtes pas satisfait, nous vous l'échangerons contre un modèle de valeur égale ou supérieure. Détails en magasin.
 La garantie confort, **UNE EXCLUSIVITÉ** des Galeries du sommeil Brault & Martineau

Ensemble matelas et sommier ROSEBAY
 Matelas avec plateau Euro Top
 Sommier rigide de 8,75 po
 Sommier rigide de 5,75 po aussi disponible
Livraison gratuite
 • Ens. matelas et sommier 1 place 19,13 \$*/mois ou 459 \$
 • Ens. matelas et sommier grand lit 22,46 \$*/mois ou 539 \$
 • Ens. matelas et sommier très grand lit 33,29 \$*/mois ou 799 \$

Ensemble matelas et sommier WESTWOOD
 Matelas avec coussinet intégré
 Ressorts enséchés/Sommier rigide de 8,75 po
 Sommier rigide de 5,75 po aussi disponible
Livraison gratuite
 • Ens. matelas et sommier 1 place 22,19 \$*/mois ou 799 \$
 • Ens. matelas et sommier grand lit 26,36 \$*/mois ou 949 \$
 • Ens. matelas et sommier très grand lit 37,47 \$*/mois ou 1349 \$

2079\$ /24 mois
OU
499\$
matelas sommier 2PLACES

2497\$ /36 mois
OU
899\$
matelas sommier 2PLACES

Payez jusqu'à **36** versements sans intérêt*
 sur les meubles**, matelas**, accessoires de décoration**, électroménagers** et appareils électroniques**

Plan BM^{††} Service de livraison flexible et gratuit^{†††}
 ► Plage horaire de 4 heures

HEURES D'OUVERTURE: LUNDI AU VENDREDI 10H À 21H • SAMEDI 9H À 17H • DIMANCHE 10H À 17H

braultetmartineau.com Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau

BROSSARD 450 619-6777	GATINEAU 819 561-5007 • 1 877 755-2555	KIRKLAND 514 697-9228	LASALLE 514 364-6110	SAINT-LÉONARD 514 254-9455
REPENTIGNY 450 470-0815	SHERBROOKE 819 562-4242 • 1 800 267-4240	SAINT-HUBERT 450 676-1911	SAINTE-THÉRÈSE 450 430-0555	LAVAL 450 682-2516

Galerie du sommeil HEURES D'OUVERTURE: LUNDI AU MERCREDI 10H À 18H JEUDI ET VENDREDI 10H À 21H SAMEDI 9H À 17H • DIMANCHE 10H À 17H	GRANBY 450 372-5656	ST-HYACINTHE 450 774-6116	ST-JEAN-SUR-RICHELIEU 450 349-1609
	MASCOUCHE 450 474-8531	ST-JÉRÔME 450 431-9338	VAUDREUIL-DORION 450 424-2651

ACTUALITÉS

Une insulte chère payée

Une pharmacienne qualifiée de « maudite Française » obtient 3500 \$ en réparation

PHILIPPE TEISCERA-LESSARD

Une Québécoise d'adoption qualifiée de « maudite Française » a eu droit à un chèque de 3500 \$ pour réparer une « discrimination fondée sur son origine ethnique ou nationale », gracieuseté du Tribunal des droits de la personne.

La pharmacienne Josette Curé – une Française installée au Québec depuis 28 ans – s'est aussi fait reprocher sa « sale gueule de Française » par la même cliente, toujours selon le jugement publié plus tôt cette année.

Les faits remontent à 2010. M^{me} Curé ne traitait pas les commandes assez rapidement au goût de Lucette Morin, une cliente qui s'est impatientée. C'est elle qui a insulté la plaignante.

Or, au Tribunal des droits de la personne, on ne badine pas avec les insultes basées sur l'origine de la personne visée.

« Traiter quelqu'un de "sale Arabe", "sale musulman" ou de "sale nègre" sont des qualificatifs très dégradants qui ont toujours été condamnés dans notre société, a écrit le juge Jean-Paul Braun. L'expression "sale gueule de Française", même si elle est moins courante, est de la même nature. »

M^{me} Morin devra donc verser 3500 \$ à M^{me} Curé. L'expression « sale gueule de Française » « reproduit un préjugé à l'endroit de l'origine nationale de la personne », a estimé le magistrat.

Le tribunal a notamment tenu compte du fait que la prise de bec a amené M^{me} Curé à « se remettre en question ». « Cet événement l'a longtemps obsédée et perturbée », a relaté le juge Braun.

Propos contestés

En entrevue avec *La Presse*, Lucette Morin a admis avoir perdu patience

le jour fatidique. Elle a relaté qu'elle attendait depuis près d'une heure une commande déjà faite au téléphone pendant que son époux l'attendait dans l'auto.

Comme M^{me} Curé parlait avec des collègues et ne semblait pas accorder l'attention souhaitée à sa commande, la cliente lui alors aurait lancé que le processus irait plus vite « si ce n'était pas de sa gueule de Française ». Elle a affirmé ne jamais avoir prononcé le mot « sale » et ne pas avoir utilisé l'expression « maudite Française ». « Il y a une résonance de vulgarité là-dedans [...] Ce n'est pas mon langage. »

La pharmacienne et deux de ses collègues ont témoigné du contraire. « Je ne sais pas si elle les a payés », a avancé M^{me} Morin.

Pas raciste

Pour sa défense, la femme a expliqué avoir travaillé pendant des décennies comme professeure dans des écoles multiethniques. Après sa carrière dans l'enseignement, M^{me} Morin a ouvert une agence de voyages.

« Je n'ai pas pour cinq cents de racisme à l'intérieur de moi », a fait valoir Lucette Morin.

Josette Curé n'a pas voulu discuter de la décision du Tribunal avec *La Presse*.

Elle s'est bornée à dire qu'elle en était « absolument » satisfaite. Les Français de Montréal sont « de moins en moins » visés par des insultes fondées sur leurs origines, a-t-elle ajouté. Selon elle, la situation aurait connu une évolution favorable depuis 28 ans.

La Commission des droits de la personne a représenté M^{me} Curé devant le Tribunal. L'organisme n'a toutefois pas voulu commenter la décision du juge Braun.

Fermeté du tissu du cou

Derma-Lifte COLOSTRUM

contre les outrages

du temps,

combat

l'apparence

des

rides



Achetez une Crème
Derma-Lifte COLOSTRUM
et recevez une 2^e tout à fait
GRATUITEMENT*



En vigueur du samedi

3 août au jeudi 8 août 2013*

* Jusqu'à épuisement des stocks

Le relâchement des tissus de la peau survient à un certain moment de la vie. **Derma-Lifte COLOSTRUM** une crème antirides peut donner au cou une apparence plus ferme.

Derma-Lifte COLOSTRUM a créé une préparation crémeuse à base de **COLOSTRUM**, pour rehausser l'apparence de la peau du cou. Votre peau paraîtra plus jeune et plus lisse.

Les recherches ont montré que le **COLOSTRUM** possède une multitude de bénéfices, incluant des facteurs épidermiques qui donnent à la peau une apparence revitalisée et raffermie. Son rôle est de renverser l'apparence des signes du vieillissement de la peau et améliorer son élasticité.

Le **COLOSTRUM** renferme 250 substances et se présente comme un des plus forts éléments de la nature."

Les effets combinés du **COLOSTRUM** sont une véritable ressource pour l'épiderme et ont une influence profonde sur l'aspect, la texture, et la FERMETÉ de la peau du cou. **Derma-Lifte COLOSTRUM** exerce donc ses effets par le cheminement de ses facteurs d'afflux au sein du tissu cutané.

De plus, **Derma-Lifte COLOSTRUM**, en reconnaissant l'importance de la richesse des facteurs du **COLOSTRUM** pour l'homéostasie cutanée, parvient à redonner une belle apparence à la peau en subvenant aux besoins des acteurs pivots de celle-ci. Des acteurs dont le rôle est de retarder les signes, l'aspect et la visibilité des outrages du temps.

"Référence: convention of the American College for Advancement in Medicine.



Derma-Life^{MD} Colostrum: Ingrédients INCI déposés

www.bio-actif.com

Disponible aux endroits suivants :

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1278, rue Jean-Talon Est, Montréal
514 279-3709

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
2750, Chemin Ste-Foy, bur. 109, QC
418 656-1266

Boutique Luc Mathieu
5455, boul. des Forges, Trois-Rivières
Commandes postales : 819 378-7777
Ligne sans frais : 1 877 511-3368

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1600, Le Corbusier (Centre Laval)
450 688-5455

Boutique Luc Mathieu
2622, rue King Ouest
À l'arrière de l'édifice 2630 Sherbrooke
819 823-3322

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
341-A, boul. St-Joseph, Gatineau
819 770-3645

Néo-Santé
495, rue St-Georges, St-Jérôme
450-436-5548

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
127-A, boul. Des Promenades, St-Bruno
450 653-6009

Boutique Luc Mathieu
227, rue Principale ouest, Magog
819 868-3368

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
Galeries Rive-Nord
100, boulevard Brien, Repentigny
450 657-2032

Boutique Luc Mathieu
104, route du Président-Kennedy, Lévis
418 833-5933

Vitavie au naturel
3333, du Carrefour Promenade, Beauport
418-667-0070

Ferti 2000
Commandes postales
Tél. : 514 272-1365

Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Lundi au vendredi : 9h à 17h
Samedi et dimanche : 8h30 à 17h

Santé en direct
Ligne ouverte avec Johanne Verdon
sur les ondes de CJMS 1040 AM
et CJLV 1570 AM samedi et dimanche
de 8h à 11h. En rediffusion sur les ondes de
CJMS 1040 AM mardi et jeudi de 9h à 10h
et sur CJLV 1570 AM mercredi de 11h à 12h.
450-680-1570 1-866-895-3142

L'AGRILE DU FRÊNE EST PASSÉ PAR ICI!

L'agrile du frêne, un insecte ravageur, peut changer le paysage de votre quartier.

Afin de ralentir la propagation de cet insecte, les branches de feuillus doivent être ramassées séparément.

Pour savoir quoi faire avec vos frênes ou pour planifier un ramassage de branches, communiquez avec le 311.

CONSULTER VILLE.MONTREAL.QC.CA/AGRILE

Montréal

**VENDREDI 2 AOÛT
 PRATIQUE PUBLIQUE**

2 AOÛT 2013 **A 9**
POLITIQUE

**VENDREDI 2 AOÛT
 PRATIQUE PUBLIQUE**



Armée Hommage pour le 50^e des hélicos Sea King

Une cloche a retenti à 10 reprises à Halifax, hier, pour rendre hommage aux militaires canadiens qui ont péri lors de missions à bord des hélicoptères Sea King au cours des 50 dernières années. La cérémonie a souligné les 50 ans de service dans l'armée canadienne des hélicoptères du constructeur Sikorsky. Pour l'occasion, des hélicoptères ont survolé la base des Forces armées canadiennes de Shearwater, en Nouvelle-Écosse. La cérémonie a officiellement reconnu la contribution de l'aviation navale canadienne comme un événement historique national, et une plaque a été dévoilée. Arrivés le 1^{er} août 1963 à la base de Shearwater, les Sea King servaient alors à traquer des sous-marins ennemis durant la guerre froide.
— La Presse Canadienne



André Bachand démissionne

Il était conseiller de Stephen Harper pour le Québec depuis deux ans

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Stephen Harper perd son conseiller pour le Québec. André Bachand quitte le bureau du premier ministre après deux ans de service.

M. Harper avait nommé M. Bachand comme conseiller spécial pour la province après sa victoire électorale en 2011. Auparavant, cet ancien député progressiste-conservateur avait été ambassadeur du Canada à l'UNESCO, à Paris.

Le bureau de M. Harper a refusé de confirmer la nouvelle, hier.

« Nous ne commentons pas les questions qui concernent le personnel », a-t-on indiqué.

Identifié comme un nationaliste proche de l'ancien premier ministre Jean Charest, M. Bachand était l'un des trois Québécois faisant partie de la garde rapprochée du premier ministre Harper.

L'attaché de presse Carl Vallée, un nationaliste conservateur, ainsi que Martin Bélanger, le directeur du Groupe de recherche conservateur (CRG), sont les deux autres.

Présence politique

M. Bachand avait notamment pour rôle de faire valoir l'impact des décisions du gouvernement sur le Québec, la majorité des conseillers du premier ministre étant des Canadiens anglophones. Il devait aussi aider le gouvernement à expliquer ses décisions aux Québécois.

Il servait également de pivot entre le premier ministre et les députés, ministres et sénateurs conservateurs du Québec. Cette tâche avait pris une importance accrue dans la



L'ancien député progressiste-conservateur André Bachand servait de pivot entre le premier ministre et les députés, ministres et sénateurs conservateurs du Québec.

foulée des élections de 2011. Les conservateurs ont formé un gouvernement majoritaire, mais ils n'ont fait élire qu'une poignée de députés québécois.

« Étant donné que notre présence politique au Québec n'est pas tellement grande parce qu'on n'a que cinq députés, il faut que les ministres couvrent plus de terrain qu'en Ontario, par exemple, où nous avons les deux tiers des sièges », a indiqué une source conservatrice.

Succession

Des sources ont indiqué que Catherine Loubier est

présentée pour remplacer M. Bachand. M^{me} Loubier a été chef de cabinet adjointe pour le ministre Denis Lebel dans les mois qui ont suivi les élections de 2011. Elle a également été la directrice des communications de Lawrence Cannon, à l'époque où il était ministre des Affaires étrangères.

Le Registre des lobbyistes du Québec indique que M^{me} Loubier contribuait jusqu'à tout récemment à « positionner » la société d'informatique K2 Géospatial auprès de la Ville

de Gatineau. Ce mandat a justement été modifié pour prendre fin mercredi.

La décision de M. Bachand survient quelques semaines après un remaniement ministériel qui a vu Christian Paradis déposé de son titre de lieutenant au Québec au profit de Denis Lebel.

Selon le dernier sondage CROP-La Presse, publié en juin, le Parti conservateur n'obtient que 8% des intentions de vote au Québec.

— Avec la collaboration de Philippe Teisreira-Lessard

Des douaniers américains inspectent des camions au Canada

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le gouvernement fédéral a adopté une mesure afin de rappeler que la loi canadienne s'applique même si des inspecteurs américains armés interviennent du côté canadien de la frontière.

Un accord bilatéral nouvellement conclu prévoit qu'un agent canadien armé sera présent pendant la durée d'un projet-pilote permettant l'inspection en sol canadien de marchandises expédiées par camion vers les États-Unis.

La première phase de ce projet-pilote a démarré en juin.

Des agents des douanes américaines s'activent ainsi à Surrey, en Colombie-Britannique, pour inspecter la marchandise de camions devant passer par Blaine, dans l'État de Washington.

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un pacte de sécurité visant à assurer la circulation rapide des biens et des personnes franchissant le 49^e parallèle, tout en renforçant la sécurité nord-américaine en général.

Le ministère fédéral de la Sécurité publique a précisé qu'un policier armé du Canada serait posté à tout moment sur les lieux d'inspection.

Un agent de la GRC sera ainsi affecté au projet-pilote en Colombie-Britannique. Enfin, un membre de la police régionale de Niagara sera présent lors de la phase 2, qui sera mise en œuvre au Peace Bridge reliant Fort Erie, en Ontario, à Buffalo, dans l'État de New York.

**VENDREDI 2 AOÛT
 PRATIQUE PUBLIQUE**

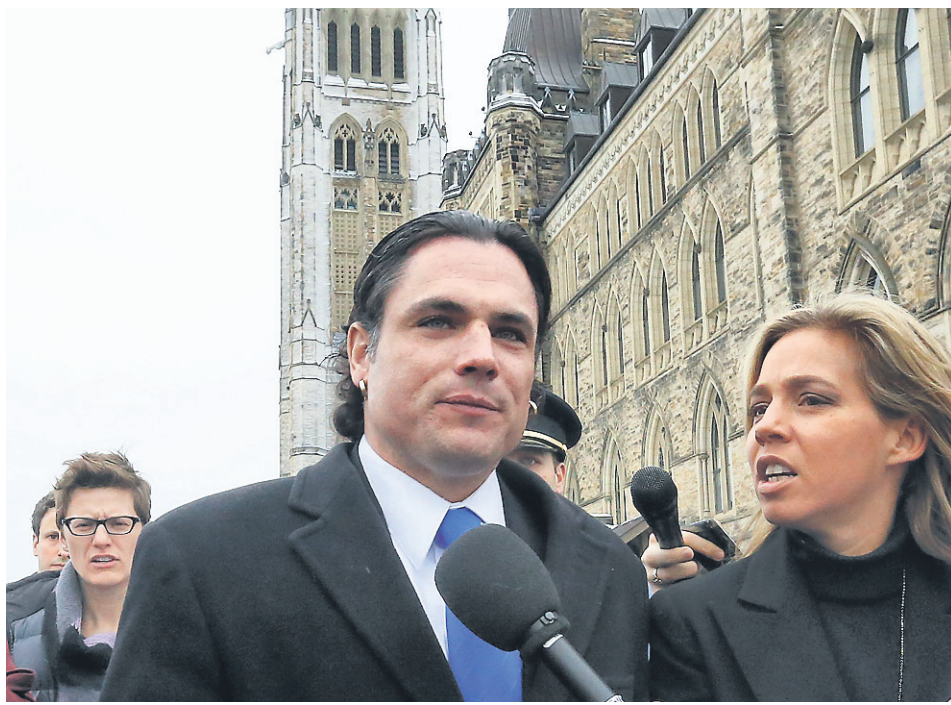


Ontario Les libéraux et le NPD remportent deux scrutins

Le Parti libéral et le Nouveau Parti démocratique ont remporté chacun deux des cinq élections complémentaires tenues en Ontario, hier soir. Le Parti libéral, maintenant dirigé par Kathleen Wynne, est parvenu à conserver la circonscription d'Ottawa-Sud, que détenait auparavant l'ex-chef Dalton McGuinty. Il a également remporté le scrutin dans la circonscription de Scarborough-Guildwood, dans la région de Toronto, selon les projections de La Presse Canadienne au moment d'aller sous presse. De son côté, le NPD s'est forgé une avance rapide dans Windsor-Tecumseh et n'a jamais été menacé, mais a été engagé dans une bataille plus serrée avec le Parti progressiste-conservateur dans London-Ouest avant de se détacher. Le Parti progressiste-conservateur détenait l'avance sur le Parti libéral dans Etobicoke-Lakeshore, où il espérait arracher un premier siège à Toronto depuis 1999. — La Presse Canadienne

6 AOÛT - SOIRÉE MILOS

POLITIQUE



Patrick Brazeau quittant le Sénat après avoir été suspendu par ses collègues, en février dernier. PHOTO D'ARCHIVES REUTERS

Allégations de dépenses illégales

La GRC a Brazeau dans le collimateur

LA PRESSE CANADIENNE

Des documents judiciaires récemment publiés montrent que la Gendarmerie royale du Canada veut enquêter plus en profondeur sur les dépenses du sénateur Patrick Brazeau et sur les exemptions de taxes qu'il aurait réclamées en profitant de son statut d'Indien.

Les nouveaux documents ayant été dévoilés indiquent que la GRC veut creuser davantage dans les affaires financières de M. Brazeau.

L'ancien conservateur a été accusé d'abus de confiance pour avoir réclamé injustement des remboursements de frais de voyage et de logement, selon la poursuite. La GRC a demandé au Sénat d'obtenir plus d'informations à son sujet, dont ses relevés de présence à la Chambre haute.

L'adresse de son beau-père

Le caporal Greg Horton a présenté la requête au tribunal hier, en plaidant que la police avait de bonnes raisons de croire que M. Brazeau ne vivait pas où il le prétendait. L'adresse qui apparaissait sur son passeport et sur son permis de conduire du Québec était celle de son beau-père qui demeure sur la réserve Kaniw Zibi Mika, à Maniwaki. M. Brazeau aurait utilisé cette adresse pour réclamer une exemption de taxes en vertu de son statut d'Indien entre 2004 et 2008.

Cette enquête criminelle n'a aucun lien avec l'enquête sur des allégations d'abus de confiance au Sénat ni avec les accusations de voies de fait et d'agression sexuelle déposées contre lui en février.

M. Brazeau, âgé de 38 ans, a plaidé non coupable aux accusations d'agression et les allégations d'abus de confiance n'ont toujours pas été prouvées en Cour.

La GRC soutient que M. Brazeau dit habiter dans la maison de son père située à Maniwaki, au Québec, à environ 140 kilomètres au nord d'Ottawa.

« L'enquête a déterminé que Brazeau ne vit pas à Maniwaki et qu'il ne possède pas de maison là-bas », peut-on lire dans le dossier du tribunal.

Les sénateurs vivant à plus de 100 kilomètres de la capitale fédérale peuvent réclamer les coûts liés à l'achat ou à la location d'une résidence secondaire à Ottawa, un avantage qui attire de plus en plus l'attention des enquêteurs.

La GRC enquête également sur le sénateur Mike Duffy (qui a quitté le caucus conservateur) et sur le sénateur libéral Mac Harb, pour abus de confiance.

Un comité sénatorial a ordonné à M. Brazeau de rembourser 48 000 \$ à la suite des conclusions du rapport de vérification indépendante sur ses dépenses, une décision qu'il conteste.

« Une loi odieuse »

John Baird dénonce le virage anti-gai de la Russie

LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre des Affaires étrangères du Canada, John Baird, a décrit la loi controversée qui mettra un frein au militantisme pour les droits des homosexuels en Russie comme étant haineuse, ajoutant qu'elle pourrait même inciter à la violence.

Au cours d'une entrevue exclusive à La Presse Canadienne, M. Baird a affirmé que le Canada avait tenté de convaincre la Russie de ne pas aller de l'avant avec cette loi.

M. Baird a exposé les grandes lignes de huit rencontres, qui ont eu lieu depuis janvier, au cours desquelles des fonctionnaires canadiens ont débattu de la question avec les Russes avant que le président Vladimir Poutine n'approuve la loi à la fin du mois de juin et même après.

Appliquée lors des Jeux olympiques

Le ministre se dit très inquiet des commentaires tenus par le ministre russe des Sports, Vitaly Mutko, hier, qui affirme que la nouvelle loi sera appliquée durant les Jeux olympiques de Sochi en 2014.

M. Baird se dit au courant de crimes haineux commis contre les gais en Russie et de l'intimidation qui a lieu sur l'internet depuis quelques jours, voire quelques semaines.

Le ministre a assuré que le Canada travaillera avec des pays plus ouverts d'esprit comme les États-Unis et le Royaume-Uni afin de convaincre la Russie de changer la



PHOTO ADRIAN WYLD, LA PRESSE CANADIENNE
Le ministre fédéral des Affaires étrangères, John Baird.

loi à quelques mois des Jeux olympiques. « Même si nous sommes préoccupés pour les Jeux olympiques, ça ne signifie rien. Ce ne sont que deux, trois ou quatre semaines pour les athlètes, les participants et les visiteurs », a déclaré M. Baird lors d'un entretien téléphonique depuis la Colombie.

« Cette loi mesquine et odieuse aura une incidence sur tous les Russes 365 jours par année. C'est une incitation à l'intolérance, qui engendre la haine. L'intolérance et la haine engendrent la violence », a-t-il ajouté.

La loi permet l'imposition d'amendes aux individus accusés de diffuser aux mineurs de « la propagande de relations sexuelles non traditionnelles » et interdit les activités de fierté gaie, entre autres.

J'FILE PAS FORT!

VOUS ÊTES DANS UN ÉTAT « PAS POSSIBLE ». VOUS AVEZ UN RHUME TROIS ÉTOILES.

Eh bien! L'échinacée purpurea vient traditionnellement prêter main forte pour traiter le rhume, la grippe et les infections et, plus particulièrement celles des voies respiratoires.

Bronchosirum Échinacée est recommandé pour les adultes.

Son ingrédient médicinal naturel travaille en douceur, ce qui n'enlève rien à sa performance. Il ne procure pas d'effets de somnolence ou d'excitation, ce qui se produit souvent avec certains produits médicamenteux synthétiques.

Bronchosirum Échinacée est utilisé traditionnellement surtout pour le traitement des infections de l'arbre respiratoire (nez, gorges etc...).

C'est à sa racine arrachée au printemps et au bout de quatre années de culture que l'échinacée doit ses formidables propriétés.

Immuno-stimulant naturel, cette plante est abondamment étudiée et utilisée pour ses propriétés antivirales et stimulantes des défenses immunitaires, démontrées à travers de nombreux essais cliniques.

Bronchosirum Échinacée, une valeur ajoutée hygiénique contre les infections du nez et de la gorge.

Ouf... je respire!

Bronchosirum Échinacée[™], produit de santé naturel homologué

ACHETEZ-EN UN ET OBTENEZ-EN

UN GRATUITEMENT
En vigueur du samedi
3 au 8 août 2013*

www.bronchosirum.com



Disponible aux endroits suivants:

Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1278, rue Jean-Talon Est, Montréal	514 279-3709	Espace Santé Beauté Johanne Verdon Galeries Rive-Nord 100, boulevard Brien, Repentigny	450 657-2032
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 2750, Chemin Ste-Foy, bur. 109, QC	418 656-1266	Boutique Luc Mathieu 227, rue Principale ouest, Magog	819 868-3368
Vitavie au naturel 5455, boul. des Forges, Trois-Rivières Commandes postales :	819 378-7777 1 877 511-3368	Boutique Luc Mathieu 104, route du Président-Kennedy, Lévis	418 833-5933
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1600, Le Corbusier (Centre Laval)	450 688-5455	Vitavie au naturel 3333, du Carrefour Promenade, Beausport	418-667-0070
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 341-A, boul. St-Joseph, Gatineau	819 770-3645	SANTÉ EN DIRECT Ligne ouverte avec Johanne Verdon Sur les ondes de CTV 1570 AM et CJMS 1040 samedi et dimanche de 8h à 11h. En rediffusion sur les ondes de CJMS 1040 AM mardi et jeudi de 9h à 10h et sur CJLV 1570 AM mercredi de 11h à 12h. 450-680-1570 1-866-895-3142	
Boutique Luc Mathieu 2622, rue King Ouest À l'arrière de l'édifice 2630 Sherbrooke	819 823-3322	Ferri 2000, commandes postales Tél.: 514 272-1365 Ligne extérieure: 1 800 272-1365 lundi au vendredi: 9h à 17h Samedi et Dimanche: 8h30 à 17h	
Néo-Santé 495, rue St-Georges, St-Jérôme	450-436-5548		
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 127-A, boul. Des Promenades, St-Bruno	450 653-6009		

* Jusqu'à épuisement des stocks

DÉCOUVRIR+



L'Espace La Presse+ vous accueille tout au long de l'été dans des événements artistiques, culturels et sportifs.

Profitez-en pour faire l'essai de La Presse+.

L'ESPACE LA PRESSE+ VOUS ACCUEILLE :

À l'OSM dans les parcs + ce soir au Parc Ahuntsic, à Montréal

À la Coupe Rogers + tous les jours jusqu'au dimanche 11 août au Stade Uniprix

Au Vieux-Port de Montréal + dès demain et tous les jours jusqu'au mardi 6 août, sur la promenade

Découvrez-en plus sur LaPressePlus.ca



La belle histoire de Marie-Noëlle



MYLÈNE MOISAN
CHRONIQUE
mmoisan@lesoleil.com

Fin avril, je vous parlais de Marie-Noëlle Simard. Je vous en reparle aujourd'hui, j'espère bien que ce sera la dernière fois. Elle a passé un an dans un CHSLD à se battre pour en sortir, elle en est maintenant sortie.

À 39 ans, Marie-Noëlle est rentrée chez elle.

Je suis allée lui rendre visite mercredi dans son nouvel appartement de Limoilou, où elle habite avec son père. Ça ne fait même pas 10 jours qu'ils ont emménagé, il y a encore des boîtes par terre. Il y a un barbecue sur le balcon, Marie-Noëlle adore le steak. Elle n'en a pas mangé souvent dans la dernière année.

Il y a tout juste un an, Marie-Noëlle était aussi en plein déménagement. Elle quittait le Vietnam où elle vivait avec son père. Elle y recevait du Québec 45 heures de soutien à domicile par semaine, pas d'aide sociale, jusqu'à ce qu'un fonctionnaire ferme le robinet. Quand elle est revenue au Québec, on l'a envoyée dans un CHSLD, où elle coûtait presque deux fois plus cher qu'au Vietnam.

Plus un chèque d'aide sociale chaque mois.

Quand je l'ai rencontrée la première fois, elle venait d'arriver au CHSLD. Elle était en colère, elle hurlait. Marie-Noëlle ne peut pas parler, elle criait sa frustration à travers le pointeur fixé à ses lunettes qui éclaire en rouge des mots sur un grand tableau devant elle. Le mot prison est revenu souvent. Elle ne pouvait pas se faire à l'idée de vivre avec des personnes qui attendent la mort.

Elle habitait au CHSLD Côté Jardins sur la rue Painchaud, celui-là même qui a bousillé les égouts du voisinage à cause de couches jetées dans les toilettes. Celui où des familles se sont plaintes du manque de tact, je pèse mes mots, du personnel quand quelqu'un meurt. Et il en meurt souvent.

Marie-Noëlle le sait, elle voyait «les hommes en noir» venir chercher ses voisins. Elle a fait des cauchemars, puis elle s'est habituée. «À la fin, je n'avais plus peur.» À la fin, elle ne se sentait plus en prison. Juste pas à sa place. La fille a sauté 19 fois en parachute, a voyagé en Tunisie, a fait un baccalauréat en psychologie, une maîtrise en crimino. Tout ça avec un corps qui ne fait rien tout seul, à

C'est l'humain qui a gagné.

Je n'ai pas toujours été tendre avec les fonctionnaires qui s'occupent de son dossier. Je leur ai reproché de s'enfermer dans les fleurs du tapis, de s'empêtrer dans leurs grilles d'analyse. Bien contente qu'ils aient levé les yeux, posé leur crayon, qu'ils se soient mis pour vrai en mode solution. Je leur lève mon chapeau.

Ça a pris du temps, mais on lui a finalement redonné les 45 heures de soutien à domicile qu'elle avait au Vietnam. Elle a embauché trois préposées, dont une qui a démissionné de Côté Jardins. Marie-Noëlle s'occupera de la paperasse à partir de son ordinateur. Son père a trouvé le logement, qu'il a fait adapter avec le consentement du proprio. Son fauteuil roulant passe juste dans la porte de sa chambre, ils ont patenté un système pour qu'elle puisse prendre sa douche.

Elle voit le soleil se lever par la fenêtre de sa chambre, plein d'arbres aussi et la piste cyclable juste en face. Quand il fait beau, elle va se prome-



PHOTO LE SOLEIL, YAN DOUBLET

Marie-Noëlle Simard dans son nouvel appartement, en compagnie de son papa.

«qui ont des règles qui leur sont imposées».

Elle est plus triste que fâchée quand elle repense à tout ça. Des accidents, elle en a vu. «Une fois, j'ai trouvé un monsieur par terre.» Elle «sait des choses», mais préfère ne pas s'étendre là-dessus.

au ciel, est revenue au tableau. «... humaines...» Une larme a coulé sur sa joue. Elle a enduré ça pendant un an, a perdu 25 lb. «Ça m'a rendue plus humaine. J'ai compris que ce ne sont pas des prisons.»

Sur son mollet, j'ai remarqué un tatouage. Un insecte, des ailes. Un papillon?

— C'est une abeille. Tu as vu *La belle histoire* de Claude Lelouch?

— Oui, mais ça fait trop longtemps.

— Il y a des abeilles d'Israël qui sont bénies par Jésus. Ceux qui mangent le miel vont vivre de belles histoires dans leur prochaine vie.

Moi, bêtement, j'ai pensé qu'elle s'imaginait en train de s'empiffrer de miel pour vivre des belles histoires dans sa prochaine vie. Des histoires où elle ne serait pas clouée à un fauteuil roulant, où elle pourrait courir, manger, parler. Où elle pourrait danser ou juste essayer une larme sur sa joue.

J'étais dans les patates. «Dans ma vie, j'ai vécu plusieurs belles histoires. J'ai peut-être mangé du miel dans ma vie d'avant.»

Marie-Noëlle Simard a sauté 19 fois en parachute, a voyagé en Tunisie, a fait un baccalauréat en psychologie, une maîtrise en crimino. Tout ça avec un corps qui ne fait rien tout seul, à cause d'une erreur médicale à la naissance.

cause d'une erreur médicale à la naissance. Tours de cordon, pas de médecin, paralysie cérébrale.

Pour les fonctionnaires du CSSS, Marie-Noëlle est un méchant défi. Je pèse encore mes mots. D'un point de vue mathématique, c'était clair, seul le CHSLD pouvait assurer une «continuité de services» pour Marie-Noëlle. D'un point de vue humain, ils voyaient bien qu'elle mourait à petit feu.

ner avec sa préposée. Quand il pleut, elle va sur Facebook ou regarde la télé dans le salon.

Je m'attendais à ce qu'elle règle ses comptes avec le CHSLD, pas du tout. «Ils ont fait leur possible. Je veux que la population comprenne que ce sont des humains qui travaillent avec les moyens du bord. C'est inévitable qu'il y ait des accidents quand il y a quatre préposés pour 33 résidents.» Ça vaut aussi pour la direction et les fonctionnaires,

Le point rouge s'est arrêté sur le tableau. Elle m'a regardée dans les yeux, pour marquer l'importance de ce qu'elle s'appropriait à me dire. Le point rouge s'est mis à bouger, lettre par lettre, mot par mot. «C'est un choix de société de mettre les personnes âgées et les personnes handicapées dans des conditions qui...»

Elle s'est arrêtée pour contenir les larmes qui montaient. «... ne sont pas...» Elle s'est arrêtée encore, a levé les yeux

MAISON CORBEIL



OFFRE DU WEEK-END!
4 JOURS SEULEMENT (JUSQU'AU 4 AOÛT)

CANAPÉ MEDHY. 1795 \$ - 1395 \$

tissu gris foncé, angle droit ou gauche.

Le prix de l'essence taxe vos revenus? Trouvez un emploi plus près de votre domicile.

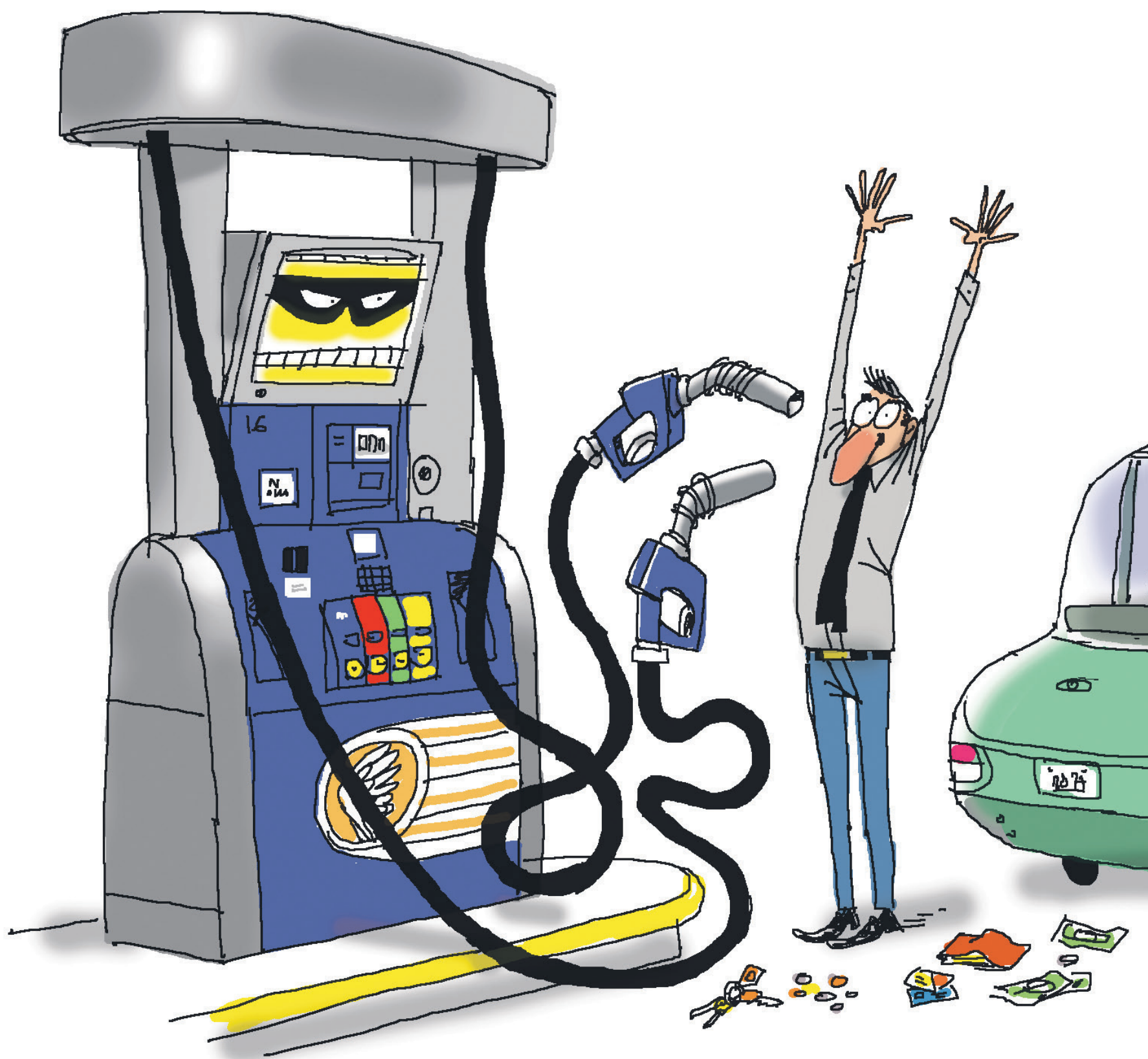
Les plus importants employeurs d'ici recrutent sur notre site.

Si le prix à la pompe ne cesse d'augmenter, il en va de même pour le nombre d'offres d'emploi disponibles sur notre site. Avec plus de 3000 nouveaux emplois disponibles chaque mois, nous pouvons vous aider à trouver un emploi à proximité de votre domicile rapidement.

workopolis.com

 #workopolis


WORKOPOLIS

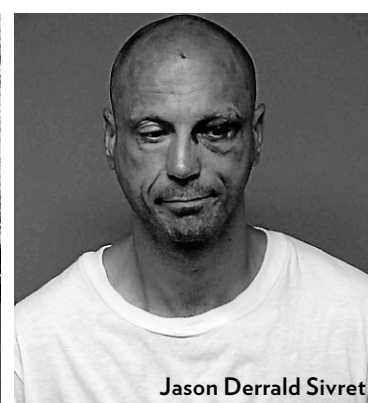


Meurtre d'une passante au centre-ville

Le propriétaire du Kingdom nie toute responsabilité



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE
Le bar le Kingdom



Jason Derrald Sivret

CAROLINE D'ASTOUS

Le propriétaire du bar le Kingdom, Pat Lemaire, estime qu'il n'a « aucune » responsabilité dans la mort de Yuk Ngor Tam, cette piétonne de 67 ans victime d'une attaque brutale survenue après l'expulsion d'un client violent dans la nuit de dimanche à lundi, a-t-il dit lors d'une entrevue exclusive sur les ondes du 98,5.

Avant d'attaquer la vieille dame, l'accusé, Jason Derrald Sivret, se trouvait au bar le Kingdom situé sur le boulevard Saint-Laurent, à l'angle de la rue Sainte-Catherine.

Agité et violent

Selon le propriétaire de l'établissement, il aurait été à l'intérieur pendant trois heures et aurait consommé six rhums and Coke. « Dans la dernière demi-heure, il a commencé à être agité, a dit Pat Lemaire. On sait qu'il a consommé de l'alcool, mais pas à outrance. »

D'après les caméras vidéo du bar, Jason Derrald Sivret se serait « levé pour aller aux toilettes à deux reprises » lors de la dernière demi-heure, explique le propriétaire lors de l'entrevue. « En 20 minutes, il s'est transformé. Il est [devenu] agressif », décrit Pat Lemaire.

Invité à quitter l'établissement, l'accusé aurait « lancé un verre sur la table où il était ». Il semble que trois personnes ont dû se battre avec lui pour le sortir du bar. « Il a mordu le gérant au bras, craché dans le visage d'un autre », précise le tenancier.

Les appels au service 911 se seraient faits très rapidement, selon Pat Lemaire. « Notre mandat se termine au seuil de la porte », a-t-il dit.

Jason Derrald Sivret a été accusé de meurtre non prémédité ainsi que de voies de fait contre deux autres personnes, mardi au palais de justice de Montréal.

L'homme barricadé possédait 180 armes

MARIE-MICHÈLE SIOUI

L'homme de 72 ans qui s'est barricadé pendant une vingtaine d'heures dans sa résidence de l'ouest de Montréal en milieu de semaine possédait 180 armes à feu et une quarantaine de baïonnettes, selon les informations que le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a obtenues en examinant l'ancien registre national des armes à feu.

Le forcené doit comparaître ce matin au palais de justice de Montréal. De son lit d'hôpital, il fera face à des accusations en lien avec la possession d'armes à feu, d'agression armée, de menaces et de méfaits de plus de 5000\$.

L'homme s'était barricadé mardi midi dans sa résidence de la rue Guelph, dans le quartier Côte-Saint-Luc de l'ouest de Montréal. Il aurait ensuite pointé une arme vers deux employés d'Hydro-Québec, venus relever des informations sur un compteur.

Le SPVM rapporte avoir utilisé des gaz irritants afin d'inciter le septuagénaire à se rendre, mais sans succès. Vers 8h mercredi matin, un véhicule blindé de la Sûreté du Québec a enfoncé la porte principale de la maison.

Le SPVM affirme que l'individu s'est rendu sans résistance après qu'un policier a tiré une ou des balles de caoutchouc en sa direction. Le suspect a ensuite été transporté à l'hôpital, d'où il doit comparaître. Sa comparution a été reportée hier, vraisemblablement en raison de son état de santé.

DU VENDREDI 2 AOÛT AU JEUDI 8 AOÛT

Liquidation estivale

Jusqu'à **70%** de rabais
après le rabais additionnel de 40 %
sur la mode, les chaussures et les
sandales en liquidation pour femme

Jusqu'à 70% de rabais sur nos prix initiaux; 40% de rabais sur le dernier prix étiqueté.

Jusqu'à **60%** de rabais
sur la mode, les chaussures
et les accessoires pour homme
et sur la mode pour enfant

Jusqu'à 60% de rabais sur nos prix initiaux. Prix tels qu'étiquetés.

Jusqu'à **70%** de rabais
sur tous les accessoires
et meubles de jardin

En magasin et à labaie.com

De plus, du vendredi 2 au lundi 5 août, obtenez

15% de rabais ADDITIONNEL
sur presque tout en magasin

lorsque vous utilisez votre carte MasterCard^{MD} La Baie d'Hudson
ou votre carte de crédit La Baie d'Hudson

Précisions en bas de page.

LA BAIE D'HUDSON

Magasinez à labaie.com

PROMO CRÉDIT LA BAIE D'HUDSON : Des exceptions s'appliquent. Précisions en magasin. La Baie d'Hudson, CrédiT La Baie d'Hudson, hbc.com et leurs logos respectifs sont des marques de commerce de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Le crédit est accordé par la Banque Capital One (succursale canadienne). Capital OneSM est une marque déposée de Capital One Financial Corporation. MasterCard et le logo MasterCard sont des marques déposées de MasterCard International Incorporated. Toutes les marques sont utilisées sous licence. Tous droits réservés. Exceptions s'appliquant aux offres suivantes : mode en liquidation pour femme - marchandise des rayons des robes, des tailleurs et interchangeables de tailleur, des vêtements de bain et des vêtements d'extérieur, Diesel, Armani Jeans, NYDJ, Hugo Boss Black, Elle Tahari, Eileen Fisher, Max Mara Studio Coats, Pink Tartan, TOPSHOP, Dorothy Perkins, Wallis, Sandro, Maje, BCBGMAXAZRIA, Olsen Europe, Toni Plus et The Room; chaussures et sandales en liquidation pour femme - Sandro et Maje.

ACTUALITÉS

« Ressaisissons-nous, soyons forts »

Les proches d'un jeune tombé sous les balles de la police à Toronto lui rendent un dernier hommage

ALLISON JONES
LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — La sœur de Sammy Yatim, ce jeune homme tombé sous les balles de la police de Toronto samedi dernier, a invité les personnes venues assister aux funérailles de son frère à s'assurer que de tels événements ne se reproduisent plus jamais.

Lors de son éloge funèbre prononcé jeudi dans un salon funéraire de Scarborough, Sarah Yatim a demandé aux gens venus pleurer la mort de son frère de sécher leurs larmes et de se retrousser les manches. La mère de M. Yatim a tendu la main pour toucher son fils à quelques reprises, alors que ses amis et sa famille se souvenaient de lui comme d'un garçon de 18 ans aimable et sympathique.

Le jeune homme a été atteint mortellement par les tirs de projectiles samedi dernier dans un tramway de Toronto.

Scène filmée

La scène a été captée par une caméra de surveillance et par le téléphone portable d'un passant. La vidéo tournée par le citoyen montre le jeune Yatim déambulant dans le tramway déserté alors que les policiers le somment de déposer son couteau. Trois coups de feu retentissent ensuite et on peut voir Sammy Yatim tomber sur le plancher. Six autres coups de feu sont entendus quelques secondes plus tard, suivis par le bruit d'un pistolet à décharge électrique.

Des témoins ont raconté à différents médias que M. Yatim avait agité un couteau avant que les autres passagers du tramway ne prennent la fuite.

La mort de Sammy Yatim a provoqué une vague de colère au pays et certains estiment



Sahar Bahadi, mère de Sammy Yatim, a fondu en larmes, lors des funérailles de son fils, hier à Toronto.

PHOTO NATHAN DENETTE, LA PRESSE CANADIENNE

que les policiers ont fait usage d'une force excessive. Des gens ont envahi la rue au début de la semaine afin de demander que

déposées contre le policier qui a tiré les coups de feu.

Sa sœur Sarah a reconnu que son frère n'était pas le premier

sommes pas contre la police, nous nous battons seulement contre ceux qui l'ont tué», a-t-elle affirmé, elle qui portait un chandail avec une photo de son frère sur lequel on pouvait lire «9 coups de feu...?»

« Nous sommes tous très fâchés, mais ça ne veut pas dire que nous souhaitons le même sort à l'homme qui a tué mon frère. Donc, s'il vous plaît, tout le monde, soyons forts. Ressaisissons-nous. Séchons nos larmes et mettons-nous au travail. Rendons Sammy fier.»

Elle a amorcé son hommage en lisant un poème

portant sur ce qu'elle dirait à son frère si elle avait pu passer juste un peu plus de temps avec lui.

« Si j'avais eu cinq minutes avec toi avant ta mort, je t'aurais serré dans mes bras tellement fort pour que tes yeux verts s'illuminent, a-t-elle dit. Je te dirais que je ne pourrais pas vivre sans toi. Même pas pour un moment.»

La famille Yatim a promis de collaborer à l'enquête de l'Unité des enquêtes spéciales (UES), la « police des polices » en Ontario.

« Nous ne sommes pas contre la police, nous nous battons seulement contre ceux qui l'ont tué. » — Sarah, sœur de Sammy Yatim

justice soit rendue. De même, plus de 30 000 personnes ont signé une pétition en ligne pour que des accusations soient

à mourir dans des circonstances similaires, mais elle espère ardemment qu'il sera le dernier. « Je veux rappeler que nous ne

Justice Paul Bernardo restera dans une prison à sécurité maximale

Paul Bernardo, condamné à la prison à vie, devra quitter le pénitencier de Kingston dans quelques semaines en raison de la fermeture de l'établissement. Le ministre fédéral de la Sécurité publique, Steven Blaney, assure toutefois que l'accusé restera derrière les barreaux dans un établissement à sécurité maximale.

L'accusé purge actuellement une peine de prison à vie, sans possibilité de libération avant 25 ans, pour le meurtre de trois adolescentes ontariennes dans les années 90. Plusieurs rumeurs laissent entendre que Bernardo a demandé d'être transféré dans un centre à sécurité moyenne.

Une information que nie le ministre Blaney. « Nos pensées et nos prières accompagnent les familles de Leslie Mahaffy et Kristen French, dont les vies ont été prises trop tôt. Paul Bernardo a été reconnu coupable de crimes odieux et méprisables. Bien que je ne contrôle pas la cote de sécurité des détenus, j'ai reçu l'assurance qu'il n'y a pas d'intention de déménager ce détenu dans un établissement à sécurité moyenne. »

La prison de Kingston fermera ses portes le 30 septembre, après 178 ans d'activité.

— Caroline d'Astous

Meurtre de Lin Jun L'homme qui a mis la vidéo en ligne de nouveau libéré

Le propriétaire du site internet qui avait publié la macabre vidéo liée au meurtre dont est accusé Luka Rocco Magnotta a obtenu hier une libération conditionnelle pour une seconde fois.

Mark Marek, 38 ans, a été arrêté vendredi dernier par les policiers non loin d'Edmonton la semaine dernière pour non-respect de conditions. Il lui était notamment interdit de naviguer sur le web ou de posséder un téléphone portable. Un juge a estimé hier que Marek devait être remis en liberté en échange d'une caution de 500\$.

Mark Marek a plaidé non coupable à une accusation de corruption des

mœurs, pour avoir prétendument mis en ligne une vidéo de Luka Rocco Magnotta en sachant qu'il s'agissait d'un véritable meurtre.

La vidéo montrerait l'assassinat et le démembrement, en mai 2012, de Lin Jun, un étudiant d'origine chinoise inscrit à l'Université Concordia à Montréal.

Lors de la première audience sur la libération sous cautionnement de Marek, la Couronne s'était opposée à sa remise en liberté, soulignant qu'il n'avait aucune adresse fixe à Edmonton et qu'il avait l'intention de quitter le pays.

— La Presse Canadienne

AVEC LA LIQUIDATION

PLACE AU NEUF

tout s'embellit

9 999 999 \$

EN MEUBLES, MATELAS, ÉLECTROMÉNAGERS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES À LIQUIDER

GERMAIN
LARIVIÈRE

enchanté!

SAINT-HYACINTHE 450 799-5522
LAVAL 514 866-8691 • DIX30 450 766-2225
GERMAINLARIVIERE.COM 1 800 363-1336

BERMEX midi DINEC Shermag JAYMAN bertanie

* Les offres sont en vigueur jusqu'au 2 septembre 2013 ou jusqu'à épuisement des stocks. Certaines conditions s'appliquent. Sur modèles sélectionnés seulement. Détails en magasin. Financement disponible en magasin. Sous réserve de l'approbation du Service de crédit des Services de cartes Desjardins.

LES AILES DE LA MODE

MEGA SOLDE

50% - 80% de Rabais

ÉCONOMIES GIGANTESQUES!

VENEZ NOUS VISITER ET CHOISIR PARMIS PLUS DE 1,000,000 UNITÉS DE NOTRE COLLECTION D'ÉTÉ! TEMPS LIMITÉ ! NE PAS MANQUER CES INCROYABLES RÉDUCTIONS. **TOUT DOIT DISPARAÎTRE POUR FAIRE LA PLACE À NOTRE COLLECTION D'AUTOMNE!**

pour ELLE!

CAMISOLES ET T-SHIRTS **5⁹⁹\$** 15\$

LEGGINGS & POLOS **5⁹⁹\$** 15\$

JUPES EN COTON **5⁹⁹\$** 20\$

CHEMISES À CARREAUX MANCHES COURTES **10\$** 30\$

HAUTS À PAILLETES **10\$** 40\$

VESTES ET PANTALONS ATHLÉTIQUE **10\$** 60\$

VESTONS **10\$** 75\$

ROBES SOLEIL à partir de **10\$** 60\$

HAUTS ET JUPES BOHÉMIENS **15\$** 60\$

ROBES MAXI à partir de **15\$** 80\$

CAPRIS EN RICHE COTON à partir de **20\$** 60\$

pour LUI!

COL ROND & COL EN V **5⁹⁹\$** 15\$

CAMISOLES D'ÉTÉ **5⁹⁹\$** 10\$

POLOS EN COTON **7⁹⁹\$** 15\$

SHORTS DÉCONTRACTÉS **10\$** 20\$

MAILLOTS DE BAIN à partir de **10\$** 20\$

CHEMISES À CARREAUX MANCHES COURTES **10\$** 50\$

SHORTS & POLO GOLF à partir de **10\$** 60\$

CHEMISES SPORTS & HABILÉES à partir de **10\$** 50\$

CHEMISE EN LIN à partir de **15\$** 80\$

BERMUDAS CARGO AVEC CEINTURE **20\$** 80\$

PANTALONS ET VESTES HABILÉS à partir de **20\$** 60\$

Sultry PLUS+ Collection taille forte... Maintenant disponible aux Ailes de la Mode

SOULIERS DESIGNER Mix & Match! Sandales, Ballerines, Souliers en Tissus **Maintenant 3/30\$**

ROBES DE SOIRÉE Comparé à 150\$ Notre Prix 79.99\$ à partir de **29⁹⁹\$**

HABITS POUR HOMMES Comparé à 250\$ Notre Prix 149.99\$ à partir de **69⁹⁹\$**

AILES
LES AILES DE LA MODE

CENTREVILLE
COMPLEXE LES AILES
677 STE-CATHERINE OUEST

BROSSARD
MAIL CHAMPLAIN
2151 BOUL LAPINIÈRE

NOUVEL EMPLACEMENT !
CHÂTEAUGUAY
CENTRE RÉGIONAL
200 BOUL D'ANJOU

NOUVEL EMPLACEMENT !
DRUMMONDVILLE
PROMENADES DRUMMONDVILLE
755 BOUL RENE LEVESQUE

STE-FOY
PLACE STE-FOY
2450 BOUL LAURIER

* Rabais sur le plus bas prix étiqueté. Sur marchandise sélectionnée. Des exceptions peuvent s'appliquer, voir détails en magasin. * Ne peut pas être jumelé avec une autre offre. La sélection peut varier par magasin.

De la mari à la pharmacie

L'Uruguay est en voie de devenir le premier pays à produire et à vendre du cannabis

HUGO PILON-LAROSE

Un gouvernement qui cultive le cannabis à des fins commerciales. Un citoyen qui achète de la marijuana à la pharmacie du coin. Fumer un joint produit et vendu par l'État sera bientôt réalité en Uruguay, si un projet de loi adopté mercredi au Parlement est approuvé par le Sénat.

Après 14 heures de débat, les parlementaires uruguayens ont adopté par 50 voix sur 96 un projet de loi qui prévoit que l'État sud-américain «assume le contrôle et la régulation de l'importation, de l'exportation, de la plantation, de la culture, de la récolte, de la production, de l'acquisition, du stockage, de la commercialisation et de la distribution du cannabis et de ses dérivés». Une première mondiale, selon des experts.

Le projet de loi prévoit aussi la création d'un institut gouvernemental qui sera responsable de produire et vendre les produits dérivés du cannabis. Un registre des consommateurs, ouvert à tous les citoyens majeurs, serait également créé, permettant aux Uruguayens d'acheter jusqu'à 40 grammes de cannabis par mois. Il serait aussi permis aux individus de cultiver jusqu'à six plants pour usage personnel.

«Le but [de la loi] n'est pas de promouvoir la consommation, la consommation existe déjà», a déclaré le député Sebastian Sabini en présentant aux parlementaires le projet de



Un institut gouvernemental pourrait être responsable de produire et vendre les produits dérivés du cannabis.

loi, défendu par le président du pays, José Mujica.

«Cela ne signifie pas que nous devons cesser de lutter contre le trafic de la drogue, cela signifie qu'il faut le combattre dans ses aspects substantiels, sans nous en prendre à l'utilisateur qui a 40 grammes dans la poche», a-t-il poursuivi.

Des avis partagés

Légaliser la consommation et la production du cannabis ne fait toutefois pas l'unanimité. Le projet de loi, qui devrait normalement être approuvé

par le Sénat – puisque le gouvernement au pouvoir y détient une majorité de sièges – n'est pas aimé de la population uruguayenne, qui demeure opposée à ce changement. Selon un récent sondage, 62 % des citoyens se disent contre l'idée, alors que la légalisation ne rallie que 26 % de partisans.

«Sommes-nous disposés à sacrifier une génération pour nous rendre ensuite compte que nous nous trompons, que nous n'allons pas en finir avec le marché noir, qu'il va y avoir une hausse de la consommation?» a protesté Gerardo

Amarilla, député de l'opposition. L'International Narcotics Control Board, affilié à l'ONU, a également publié un communiqué d'urgence, après l'adoption au Parlement du projet de loi.

«Il est impératif que les autorités uruguayennes s'assurent que le pays respecte la réglementation internationale qui limite l'utilisation de drogues, ce qui inclut le cannabis, à des raisons médicales ou scientifiques. Si le projet de loi est adopté, il pourrait engendrer des conséquences néfastes sur la santé et le bien-être de la population, et agirait contre la prévention de la consommation de cannabis chez les jeunes», écrit l'organisme.

En agissant ainsi, l'Uruguay fait un pied de nez à son

partenaire américain, avec qui les relations sont tendues depuis l'élection du président José Mujica en 2010.

«Washington entretient des liens tendus avec bon nombre de démocraties sud-américaines où la gauche est au pouvoir.

«Le but [de la loi] n'est pas de promouvoir la consommation, la consommation existe déjà.» — Sebastian Sabini, député uruguayen

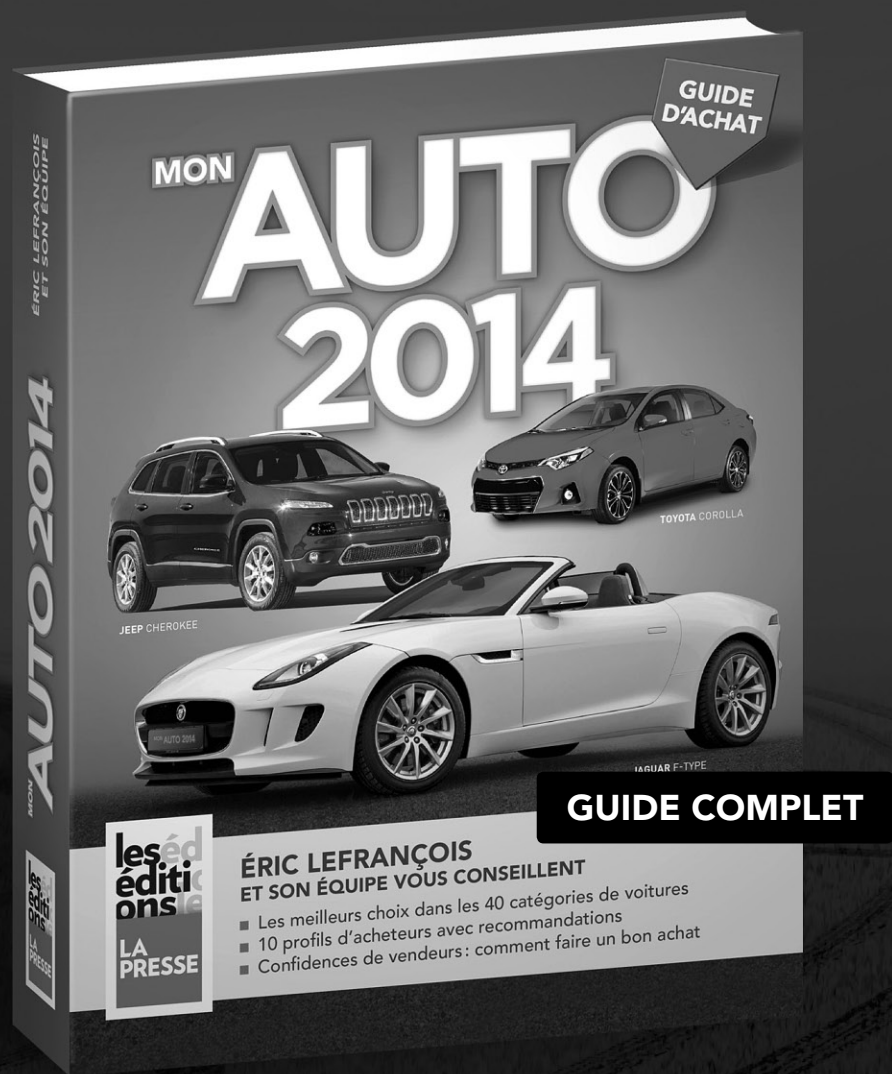
Plusieurs positions sociales prises par l'Uruguay ont rendu difficiles les relations entre les deux pays. Je doute toutefois que la Maison-Blanche entreprenne des sanctions contre Montevideo, puisque d'autres enjeux sont plus pressants», explique à *La Presse* l'experte en politique américaine et chercheuse à la chaire Raoul-Dandurand de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) Véronique Pronovost.

L'Uruguay demeure un exemple de vitalité économique et démocratique en Amérique latine, poursuit Graciela Ducatenezeiler, professeure au Département de science politique de l'Université de Montréal et experte en politique sud-américaine.

«C'est un des pays les plus riches de la région. Avec 3,8 millions d'habitants, l'Uruguay a une économie florissante, des politiciens progressistes et une société où les inégalités sont très faibles», ajoute-t-elle.

— Avec l'Agence France-Presse

POUR TOUT SAVOIR ET FAIRE LE MEILLEUR CHOIX



ÉRIC LEFRANÇOIS ET SON ÉQUIPE VOUS CONSEillent

- Plus de 250 essais avec fiches techniques complètes
- 40 catégories: tableaux comparatifs
- Comment faire le meilleur achat
- Aperçu du marché de l'occasion



Offert en librairie ou sur librairie.lapresse.ca

Aussi en format PDF et E-pub

LE CANNABIS DANS LE MONDE

CANADA

Si la production et la vente de cannabis sont interdites par la loi au Canada, sauf à des fins médicales, cela pourrait changer un jour. Signe que les mœurs changent, des partis politiques fédéraux proposent de décriminaliser la possession de certaines quantités de cette drogue. C'est notamment le cas — avec certaines nuances — du Parti libéral du Canada, ainsi que de l'opposition officielle néo-démocrate. Le Parti conservateur, au pouvoir, ne prône toutefois pas ce changement.

ÉTATS-UNIS

Est-il légal ou non de consommer du cannabis aux États-Unis? La réponse est non pour la vaste majorité des Américains, mais oui pour les citoyens du Colorado et de l'État de Washington. En 2012, ces électeurs ont voté pour la décriminalisation de la consommation de cette drogue pour les adultes qui en font un usage récréatif. Il est toutefois toujours interdit selon les lois fédérales de consommer du pot. Quelle loi a donc préséance? La Cour suprême du pays pourrait s'emparer du dossier, croit Véronique Pronovost, chercheuse à la Chaire Raoul-Dandurand de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

PAYS-BAS

Les Pays-Bas sont depuis longtemps reconnus par les touristes internationaux comme une destination de choix pour la consommation sans crainte de cannabis. Or, la production et la vente ne sont pas entièrement légales dans ce pays. De nouvelles lois destinées à restreindre le droit de fumer aux citoyens du pays ont soulevé la controverse. Des villes aussi importantes qu'Amsterdam, avec ses nombreux coffee-shops, ont refusé d'appliquer la réglementation proposée, de peur de faire fuir les touristes.

ARGENTINE

Sera-t-il possible pour les Argentins de fumer un joint avant d'aller danser le tango à Buenos Aires? La question reste entière. Même si la Cour suprême du pays a décriminalisé le 25 août 2009 la possession de quantités infimes de cannabis pour son usage personnel, plusieurs accusent les autorités policières d'être toujours à leurs trousses. Pour l'instant, la présidente Cristina Kirchner a affirmé que les usagers de cette drogue ne devraient pas être considérés comme des criminels, mais aucune loi n'est prévue touchant la décriminalisation de la production et de la vente de cannabis.

— Hugo Pilon-Larose avec ABC News et *Le Monde*

Résultats des tirages du : 2013-08-01

Lotto Québec 6 3 4 4 1 4 5 1

Powerball 2 3 6 7 V

Banco 01 05 08 16 20 22 25 27 29 31
34 36 37 41 55 63 64 65 66 69

Astro Jour - Mois - Année - Signe
15 MAI 00 VIERGE

Quatrième 3 506 4 2957

Triplex 07 10 20 24 36

Extra 8878372

Lotto MAX Ce soir, 30 MILLIONS \$ (approximatif)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LE TOUR DU GLOBE

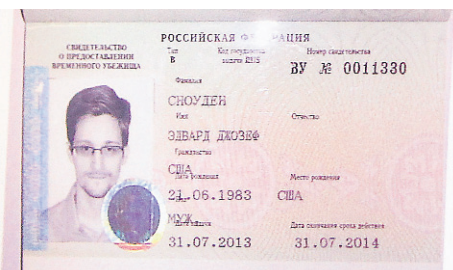


PHOTO REUTERS

Russie Edward Snowden obtient l'asile

L'ex-consultant du renseignement américain Edward Snowden a obtenu hier un asile provisoire d'un an en Russie et se trouve désormais dans un lieu « sûr », mais inconnu, une décision que les États-Unis ont vertement dénoncée. Je remercie la Russie de m'accorder l'asile en accord avec ses lois et ses obligations internationales », a déclaré Snowden via le site internet WikiLeaks. était bloqué depuis le 23 juin dans la zone de transit de l'aéroport de Moscou —AFP



PHOTO REUTERS

Syrie Explosion d'un dépôt de munitions

Au moins 40 personnes ont été tuées et 100 blessées dans l'explosion hier à Homs, dans le centre de la Syrie, d'un dépôt de munitions appartenant à des milices prorégime, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG syrienne. Le bilan risque de s'alourdir en raison de l'état grave de plusieurs blessés ainsi que du nombre de disparus, a précisé l'OSDH, citant des sources médicales sur place. —AFP



PHOTO ARCHIVES AFP

Norvège Breivik pourra étudier

La prison norvégienne où Anders Behring Breivik est détenu a donné hier son accord de principe pour que l'extrémiste de droite puisse étudier par correspondance, pour peu que l'Université d'Oslo accepte son dossier. « Il est possible de mettre cela en place s'il est accepté par l'université », a déclaré le directeur de la prison d'Ila, Knut Bjarkeid, interrogé sur la volonté de Breivik de s'inscrire à des cours de science politique. Breivik purge une peine de 21 ans de prison prolongeable pour avoir tué 77 personnes. —AFP



PHOTO ARCHIVES AFP

Bahreïn La prison pour 12 manifestants

Un tribunal de Bahreïn a condamné hier 12 chiites à 2 ans de prison chacun pour avoir participé à des manifestations non autorisées et attaqué des policiers avec des cocktails Molotov dans des villages chiites. Les accusés étaient poursuivis pour « participation à des manifestations non autorisées », « recours à la violence » et « détention de cocktails Molotov ». Des manifestations de la minorité chiite contre le régime sunnite du roi Al-Khalifa surviennent régulièrement depuis février 2011. —AFP

« Une énorme farce »

L'opposition au Zimbabwe accuse le président Mugabe d'avoir encore manipulé le résultat des élections

AGENCE FRANCE-PRESSE

Les premiers résultats des élections générales au Zimbabwe ont commencé à tomber hier soir, donnant une longueur d'avance au président sortant Robert Mugabe qui se voit déjà réélu à 89 ans, son adversaire dénonçant une « énorme farce ».

« Nous avons gagné dans un fauteuil. Nous avons vaincu le MDC », le parti du premier ministre Morgan Tsvangirai, a indiqué à l'AFP un haut responsable du parti

présidentiel Zanu-PF, à l'origine, en 2008, d'un déchaînement de violences contre les partisans de l'opposition.

Un tout premier décompte sur 28 circonscriptions a donné 25 sièges parlementaires à la Zanu-PF, contre trois au MDC de Morgan Tsvangirai, qui s'acheminait ainsi vers une défaite écrasante signant pratiquement, si elle se confirme, son arrêt de mort politique, avec la Zanu-PF potentiellement en position de réécrire la nouvelle Constitution à peine adoptée.

« Élection factice »

De son côté, Morgan Tsvangirai a attaqué « une énorme farce », critiquant une « élection factice qui ne reflète pas la volonté du peuple » à cause des manipulations du camp Mugabe, lors d'une conférence de presse.

Il a appelé à la « résistance passive », sans toutefois parler de grève générale. En 2008, M. Tsvangirai était arrivé en tête du premier tour de la présidentielle, mais le camp de Mugabe avait résisté avec violence, des heurts faisant environ 200 morts parmi ses militants.



PHOTO PETE MULLER, THE NEW YORK TIMES

Des gens ont pris connaissance des résultats des élections, tenues hier, à un bureau de vote aux abords de Harare, la capitale du Zimbabwe.

L'UNION AFRICAINE DONNE SON AVAL

Les observateurs de l'Union africaine ont salué hier soir un scrutin « libre et honnête ». Ceux de la Communauté économique d'Afrique australe (SADC) se prononceront aujourd'hui. La SADC était intervenue en 2008 pour éviter la guerre civile. Elle avait imposé à M. Mugabe de former un gouvernement d'union nationale avec son rival et de faire des réformes, restées largement lettre morte, malgré la présence de M. Tsvangirai pendant quatre ans au gouvernement. — AFP

Une place brillamment conçue pour tout, et tout à sa place.

UN CHOIX ÉTINCELANT. Achetez un lave-vaisselle¹ Bosch sélectionné et obtenez un approvisionnement GRATUIT de Finish pour 100 jours.*

Conçu pour s'adapter parfaitement. Enfin, vos couverts, vos fouets, vos pinces et autres ustensiles inusités ont une place bien à eux. Le troisième panier¹ des lave-vaisselle de pointe silencieux (aussi peu que 38dB³) d'ingénierie allemande augmente votre capacité de chargement² de 30 %. Ces lave-vaisselle sont conçus pour s'adapter parfaitement à votre décor. Ils ont été inventés spécialement pour vous.

Bosch recommande d'utiliser le nouveau gel puissant Finish Quantum avec PowerGel.



VOTRE NOUVEAU LAVE-VAISSELLE POURRAIT VOUS VALOIR UNE PLACE AU SOLEIL.

Faites l'évaluation de votre nouveau lave-vaisselle de Bosch à www.bosch-home.ca pour courir la chance



DE GAGNER UN VOYAGE POUR DEUX AU PALLADIUM GRAND RESORT & SPA EN JAMAÏQUE* OFFERT PAR DELTA VACATIONS

© Électroménagers Bosch Itée, 2013. Tous droits réservés. Toute l'information fournie aux présentes est fondée sur les données qui étaient disponibles au moment de l'impression et pourrait changer sans préavis. ¹Modèles de série 500 et plus seulement. ²Comparativement à un lave-vaisselle Bosch à deux paniers. ³Modèle SH_9PT75UC: l'approvisionnement de 100 jours pour ce modèle équivalait à 48 capsules, selon les données de l'IRI sur les chargements de lavage annuels (52 semaines se terminant le 13/9/30). Finish Quantum, PowerGel et le dessin de l'emballage sont utilisés avec l'autorisation de Reckitt Benckiser Inc. © Reckitt Benckiser (Canada) Inc., 2013. Jusqu'à épuisement des stocks. Offre seulement en vigueur chez les détaillants autorisés participants au Canada.

*Inclut le vol aller-retour et un séjour de 4 nuits à l'hôtel Grand Palladium Jamaica Resort and Spa. Valeur au détail totale approximative de 3400 \$ US. Période du concours : 1^{er} juillet 2013 au 31 janvier 2014. Pour obtenir des détails complets et pour participer au concours, lisez la carte-annonce dans l'emballage du nouveau lave-vaisselle ou visitez www.bosch-home.ca/dishwasher-reviews-contest.html. BCAN065-24-107667-5

Pour obtenir plus de détails et la liste complète des détaillants, adressez-vous à un représentant Bosch ou visitez le www.bosch-home.ca.



Corbeil Électroménagers
30 succursales

Germain Larivière
Brossard · Laval · St-Hyacinthe

JC Perreault
Joliette · Kirkland · Saint-Hubert ·
St-Roch-de-l'Achigan · Laval

Maison Éthier
Saint-Basile-le-Grand ·
Saint-Jean-sur-Richelieu

« Ton enfer ne fait que commencer »

Ariel Castro passera le reste de ses jours derrière les barreaux



PHOTO TONY DEJAK, ASSOCIATED PRESS

Ariel Castro, âgé de 53 ans, avait précédemment plaidé coupable à 937 accusations portées contre lui.

ASSOCIATED PRESS

CLEVELAND — L'ancien chauffeur d'autobus qui a reconnu avoir enlevé, séquestré et violé trois femmes dans sa maison de Cleveland pendant une décennie a été condamné, hier, à la prison à vie sans possibilité de libération, plus 1000 années de détention supplémentaires.

Ariel Castro, âgé de 53 ans, avait précédemment plaidé coupable à 937 accusations de meurtre, d'enlèvement, de viol et de voies de fait portées contre lui.

Il a été condamné à la prison à vie pour les accusations les plus graves, et à des peines additionnelles pour les autres accusations. Le juge a déclaré qu'il passerait le reste de sa vie derrière les barreaux.

Durant l'audience d'hier, l'homme s'est excusé auprès de ses victimes, tout en affirmant que la plupart des relations sexuelles qu'il a eues avec elles étaient consensuelles.

Ariel Castro a affirmé qu'il était dépendant de la pornographie.

Il a aussi déclaré qu'il savait que ce qu'il a fait est mal, mais qu'il n'était pas une personne violente. Selon lui, ses otages réclamaient des relations sexuelles et n'ont pas été torturées.

« Ces gens tentent de me présenter comme un monstre, a-t-il dit. Je ne suis pas un monstre. Je suis malade. »

La peine de mort évitée

En vertu d'un accord conclu la semaine dernière, il a plaidé coupable afin d'échapper à la peine de mort, qui aurait pu lui être imposée pour avoir battu et affamé l'une de ses victimes jusqu'à ce qu'elle fasse une fausse couche.

Peu avant l'annonce de la peine, l'une de ses victimes, qui se trouvait à quelques mètres de lui, l'a affronté en affirmant que sa vie était terminée à partir de maintenant.

« Tu as pris 11 années de ma vie, et je les ai reprises, a lancé Michelle Knight. J'ai passé 11 ans en enfer. Maintenant, ton enfer ne fait que commencer. »

La jeune femme a été la première enlevée par Ariel Castro en 2002. Il l'avait attirée dans sa maison en promettant de lui donner un chiot pour son jeune fils.

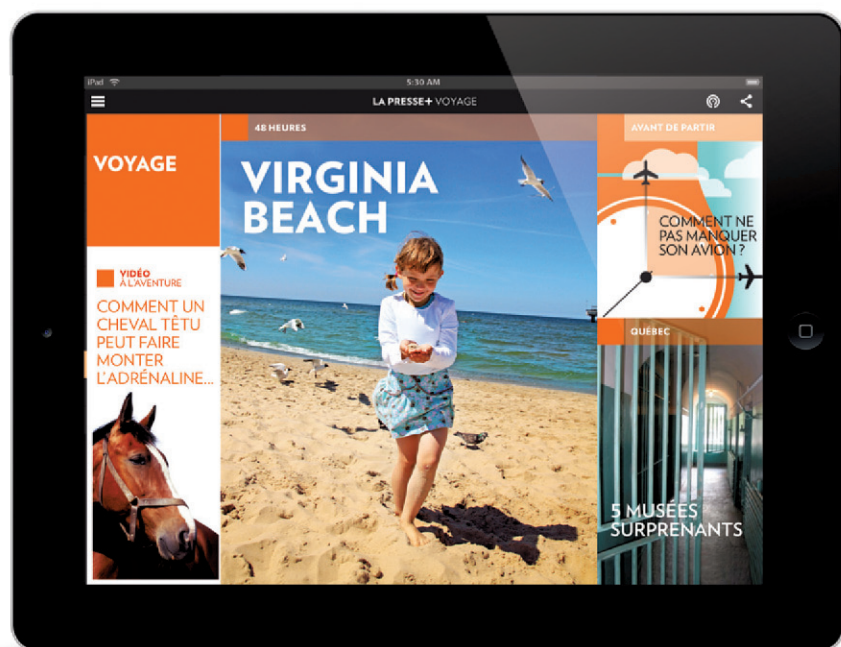
Le juge Michael Russo a rejeté les prétentions de l'homme voulant que ses otages aient vécu une vie heureuse avec lui.

« Je ne crois pas qu'il y ait une seule personne en Amérique qui soit d'accord avec vous », a-t-il dit.

Les trois femmes sont disparues séparément entre 2002 et 2004, lorsqu'elles étaient respectivement âgées de 14, 16 et 20 ans.

Leur calvaire a pris fin le 6 mai, quand l'une des femmes a défoncé une partie d'une porte de la maison et a appelé les voisins à l'aide.

LIVRÉE
GRATUITEMENT
TOUS LES
MATINS À
VIRGINIA BEACH



DES MOMENTS DE DÉTENTE ASSURÉS,
OÙ QUE VOUS SOYEZ

Un abonnement totalement gratuit
Un téléchargement automatique dans le kiosque de votre iPad
Une livraison 7 jours sur 7, même le dimanche
Des contenus enrichis et exclusifs



iPad est une marque de commerce d'Apple Inc., déposée aux États-Unis et dans d'autres pays. App Store est une marque de service d'Apple Inc.

Découvrez-en plus sur LaPressePlus.ca



ITALIE

Peine confirmée pour Berlusconi

ASSOCIATED PRESS

ROME — Le plus haut tribunal italien a décidé, hier, de maintenir la peine de quatre ans d'emprisonnement imposée à Silvio Berlusconi pour fraude fiscale, mais a ordonné une révision de son exclusion des fonctions publiques.

C'est la première fois que M. Berlusconi, un magnat des médias qui a été chef du gouvernement italien à trois reprises, est définitivement condamné pour un crime.

Sa condamnation est liée à l'achat de droits de diffusion pour Mediaset, son empire médiatique. Lui et trois autres personnes ont été condamnés en octobre dans cette affaire.

Le jugement très attendu prévoit cependant une révision de la durée de son exclusion des fonctions publiques pendant cinq ans, imposée par une juridiction inférieure.

Peu probable qu'il aille en prison

Plus tôt cette semaine, un procureur avait recommandé que son exclusion soit réduite à trois ans, invoquant les lois conflictuelles à ce sujet.

Il est très peu probable que Silvio Berlusconi soit envoyé en prison. Sa peine sera réduite de trois ans dans le cadre d'un pardon général visant à alléger le surpeuplement des prisons, et il est très inhabituel que des condamnés purgent une peine de seulement un an pour une première offense, en particulier à un âge avancé que celui de M. Berlusconi.

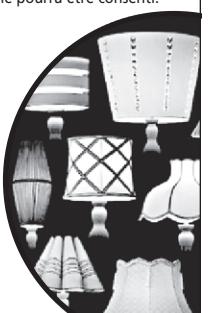
Ce dernier, âgé de 76 ans, a attendu la décision dans sa résidence de Rome en compagnie de ses avocats, du chef intérimaire de son parti, Angelino Alfano, et de sa fille aînée Marina.

ABAT-JOUR ILLIMITÉS
LAMPESHADES

Obtenez **15%** de rabais
Présentez ce coupon la journée où vous achetez ou commandez un abat-jour au prix régulier.
Nul autre rabais ne pourra être consenti.

Valide du 2 août
au 31 octobre 2013

Plus de **5000**
abat-jour
en magasin.



• Service de recouvrement sur mesure.
• Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

MONTREAL 4875, Jean-Talon Ouest (514) 344-8555
LAVAL 2267, boul. Le Corbusier (450) 682-8280
www.abatjourillimites.ca

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

DÉBATS

ÉDITORIAL

Procréer à tout prix



ARIANE KROL
 akrol@lapresse.ca

Trois ans après son lancement, le programme québécois de procréation assistée trahit ses vices de conception. Il est urgent d'en resserrer les critères et de faire un suivi adéquat.

« Nous constatons une apparente dérive des cas d'infertilité médicale vers une sorte d'"infertilité sociale" », témoigne la Clinique de procréation assistée du CHUM dans son mémoire au Commissaire à la santé et au bien-être.

Entre les femmes célibataires, celles dont le conjoint est à l'étranger et les couples d'hommes gais, la clinique voit bien des gens dont les difficultés de procréer n'ont rien à voir avec un problème de santé. Et c'est sans compter les casse-tête éthiques – femmes démunies sur le plan psychologique ou matériel, mère qui veut porter un enfant pour sa fille, etc.

Ces personnes ont-elles bénéficié des services payés par l'État? L'hôpital ne le dit pas, mais souligne la difficulté de trancher ces cas sans balises précises.

C'était à prévoir: nous avons maintes fois dénoncé l'esprit « bar ouvert » de ce programme. Plusieurs des États qui financent la procréation assistée encadrent l'accès aux traitements, notamment en limitant l'âge des patientes. Rien de tel ici, où ce critère est laissé à la discrétion des médecins – un exemple de balise manquante signalé par le CHUM. Pendant ce temps, des patients qui ont de réels besoins médicaux liés à la procréation (tests génétiques poussés, diagnostic préimplantatoire pour éviter une maladie grave, etc.) subissent une attente importante, dénonce le centre hospitalier.

On s'étonne encore qu'un système public comme le

nôtre, qui refuse chaque jour des services publics à ses citoyens, faute de ressources, dépense des dizaines de millions de dollars chaque année pour permettre à certains de réaliser leur désir de donner naissance.

L'administration précédente, et toute l'opposition, ont jugé que l'infertilité relevait de l'assurance maladie? Soit. Mais dans ce cas, répondons d'abord aux besoins de nature médicale, quitte à élargir l'offre de services plus tard s'il y a lieu. Tout notre système de santé, de l'attente à l'urgence aux délais en chirurgie, priorise les besoins. Ce refus de le faire pour les coûteux traitements de fertilité dépasse l'entendement.

Notre système public, qui refuse chaque jour des services à ses citoyens, dépense des dizaines de millions de dollars pour permettre à certains de réaliser leur désir de donner naissance.

L'examen commandé au printemps par le ministre Hébert s'imposait. Le Commissaire à la santé a reçu une cinquantaine de mémoires et consulté plusieurs acteurs du domaine. Et contrairement aux politiciens, il n'a pas à plaire à tout le monde. Espérons qu'il en profitera pour recommander les changements qui s'imposent.

Québec devrait aussi pouvoir mesurer les effets de ces interventions, chez les patientes comme chez les enfants qui en résultent, et les coûts qui y sont associés. Or, plusieurs données essentielles pour évaluer et améliorer les pratiques ne sont pas compilées, ou pas disponibles. Trois ans après l'entrée en vigueur du programme, c'est inadmissible.

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LE PRINTEMPS ÉRABLE



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

REPRISE

OPINION

La folie sécuritaire



DAVID HENRY
 L'auteur est coordonnateur aux programmes et aux communications de l'Association des services de réhabilitation sociale du Québec.

Le dernier rapport annuel de Statistique Canada montre que le taux de criminalité a diminué de 3 % de 2011 à 2012... encore une fois. En fait, la baisse du taux de criminalité n'est pas récente puisqu'en 10 ans, le taux de criminalité a chuté du quart pour l'ensemble du pays. Pour les sceptiques, ajoutons que le taux de criminalité en 2012 est le plus bas depuis 1972.

Peut-être que moins de crimes sont commis, mais peut-être que ces crimes sont plus graves? Selon Statistique Canada, l'indice de gravité de la criminalité (un outil développé pour pondérer les statistiques en fonction de la gravité objective du délit) a lui aussi diminué de 3 % cette année. Depuis dix ans, il a chuté de 28 %.

Force est de constater que nous vivons dans une société où nous sommes de plus en plus en sécurité. Et c'est très bien ainsi.

Mais alors, comment expliquer la croissance importante de la population carcérale? En 2002-2003, 12 652 détenus étaient incarcérés sous responsabilité fédérale (peine de deux ans et plus) contre 14 419 en 2011-2012, soit une augmentation de près de 14 %. Quand on sait que l'incarcération d'un détenu coûte en moyenne 114 364 \$ par année et que les dépenses liées aux services correctionnels fédéraux

ont augmenté de 27,8 % depuis cinq ans, on peut s'interroger sur les priorités du gouvernement... Ces fonds sont attribués aux dépenses correctionnelles au détriment de la santé, de l'éducation ou de l'emploi.

La population carcérale sous juridiction provinciale (peine de deux ans moins un jour) a également augmenté au cours des dernières années. En 2011-2012, la population moyenne quotidienne des personnes condamnées au Québec a connu une hausse de 10,1 % en cinq ans.

Il semble entendu que la seule réponse des gouvernements tant provinciaux que fédéraux à la surpopulation car-

Comme le taux de criminalité diminue depuis 40 ans, il est inapproprié que le gouvernement du Canada puisse attribuer cette baisse à sa politique «tough on crime» en matière de justice pénale.

Cependant, la mise en place de peines minimales, la création de nouvelles infractions, la restriction de la libération conditionnelle, l'abolition de la clause de la dernière chance et de la libération expéditive sont toutes des mesures contribuant à accroître la population carcérale et ne favorisant pas nécessairement la sécurité publique. Par ailleurs, l'abolition du pardon et du

La population carcérale ne cesse d'augmenter même si le taux de criminalité a chuté du quart depuis 10 ans.

cérale passe par la construction de nouvelles prisons. Celles-ci coûteront des millions aux contribuables dans un contexte de diminution de la criminalité.

Il existe pourtant des mesures alternatives à l'emprisonnement (peines à purger dans la communauté sous surveillance, travaux communautaires, amendes), qui permettent d'assurer une meilleure sécurité à long terme de nos communautés, car la prison n'est pas un lieu où l'apprentissage de meilleurs comportements est favorisé.

La réinsertion sociale se fait dans la communauté avec des services d'aide et de soutien comme le réseau des maisons de transition. Par ailleurs, la libération conditionnelle, donc sous surveillance, constitue aussi une mesure phare dans un processus de réinsertion sociale.

programme Option-Vie rend aussi plus difficile la réinsertion sociale des personnes contrevenantes.

Albert Einstein définissait la folie de la manière suivante: «La folie, c'est de répéter le même comportement et de s'attendre à un résultat différent.» L'expérience historique (l'Angleterre au XIX^e siècle, les États-Unis dans les années 80-90) a démontré que l'imposition de peines plus sévères ne permet pas d'assurer la sécurité des citoyens. Par exemple, le taux d'incarcération aux États-Unis est sept fois supérieur au nôtre et pourtant, le taux d'homicides y est quatre fois plus élevé.

Serions-nous tous, collectivement, devenus fous pour accepter des politiques en matière de justice pénale que nous savons vouées à l'échec?

DÉBAT DU JOUR

Rendre le pot légal?

DÉCRIMINALISER, PUIS LÉGALISER



JANA HAVRANKOVA
 Médecin endocrinologue

Pourquoi la marijuana est-elle illégale, sauf pour certains usages médicaux? Pour protéger la population des effets néfastes sur la santé? Si l'État était si préoccupé par la santé publique, il devrait interdire l'alcool et le tabac, dont le potentiel de dépendance psychologique et physique s'avère supérieur au cannabis. L'interdiction de l'alcool durant le temps de prohibition aux États-Unis a toutefois bien démontré la futilité et les dangers d'un tel interdit: la consommation a continué et le crime a proliféré, faisant de nombreuses victimes, parfois innocentes. À qui profite l'illégalité de la marijuana? Aux gangs de rue et aux revendeurs. Le produit légal serait taxé avec des bénéfices pour l'État, mais aussi contrôlé quant à sa qualité à la manière de l'alcool. Rendre le cannabis légal faciliterait l'éducation quant à son utilisation et ses effets secondaires, non négligeables. Le cannabis est déjà permis à certaines fins médicales. Cependant, peu de recherches ont été réalisées pour déterminer les doses appropriées, les bénéfices comparatifs et les effets secondaires. Il est difficile d'étudier adéquatement un produit illégal, au contenu de THC variable. Après une étape de décriminalisation immédiate, une discussion sur les modalités de la légalisation devrait suivre.

DOUBLE MESSAGE



STÉPHANE LÉVESQUE
 Enseignant en français au secondaire à L'Assomption

Chaque année, je vois les ravages de la consommation excessive de drogues chez certains ados et l'inefficacité des mesures coercitives. Alors que plusieurs considèrent la marijuana comme un produit «de loisir», pour plusieurs, c'est une composante essentielle du quotidien, pour être capable de dormir, pour atténuer une douleur physique ou pour ressentir moins intensément une tristesse, voire un état dépressif. Le fait d'avoir criminalisé le pot a enlevé des mains des autorités toute forme de contrôle. On ne contrôle pas les quantités achetées ni la teneur en THC de ce qui est vendu. En plus, pour faire exploser la puissance du produit, les producteurs ont souvent recours à des «additifs» ou à des méthodes de culture qui fortifient le «buzz», ce qui enclenche souvent une spirale de dépendance. En décriminalisant ou en légalisant la mari, on enverrait un double message discutable. Premièrement, le public pourrait déduire que le produit n'est pas si nocif que ça puisqu'il serait légal: la consommation pourrait conséquemment augmenter. Deuxièmement, on pourrait trouver relativement indécent de percevoir d'éventuelles taxes sur la vente d'un produit psychotrope.

LA PRESSE

LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Un accident, plusieurs causes
 par André Pratte



PHOTO ARCHIVES PC

LA QUESTION DU JOUR

Le gouvernement fédéral souhaite réformer le Sénat sans le consentement des provinces. Êtes-vous d'accord?

Oui > 31%
 Non > 65%
 Je ne sais pas > 4%

Résultats à 16h58, hier > 9628 répondants



PHOTO ARCHIVES LA VOIX DE L'EST

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
 Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION?
 Écrivez-nous à debats@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
www.lapresse.ca/abonnement

PUBLICITÉ 514.285.6931

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
peticitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 500, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de l'imprimerie Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

Lisez les opinions de tous nos panélistes dans La Presse+

LIQUIDATION TOTALE

CHANGEZ POUR NOS CAMIONS LÉGENDAIRES

LE TOUT NOUVEAU RAM HEAVY DUTY 2013

NOUVEAU! ÉCONOMISEZ JUSQU'À

8 500 \$[‡]



Ram 3500 Heavy Duty Laramie 2013 montré.

LES ÉCONOMIES INCLUMENT:

- 7 000 \$ EN REMISE AU COMPTANT[†] +
- 1 500 \$ EN BONI OFFERT AUX PROPRIÉTAIRES ACTUELS DE PICK-UP OU AUX TRAVAILLEURS SPÉCIALISÉS DÉTENANT UNE CARTE DE COMPÉTENCE OU D'APPRENTI[^]

et sont applicables aux modèles Ram Heavy Duty 2013 sélectionnés (à l'exception des modèles Ram châssis-cabine). Les quantités sont limitées à 574 camions Ram Heavy Duty. Les modèles à châssis-cabine sont exclus de l'offre du boni de 1 500 \$.

ET PROFITEZ D'UN TAUX DE FINANCEMENT À L'ACHAT DE **3,99%[±]** JUSQU'À 96 MOIS



LE SEUL PICK-UP HD À VOUS OFFRIR LES LÉGENDAIRES MOTEURS HEMI[™] ET CUMMINS[™]

385 ch et 850 lb-pi de couple (avec transmission Aisin)[°] | Capacité de remorquage de 30 000 lb[°]

OU CHOISISSEZ

LE TOUT NOUVEAU RAM 1500 2013

ÉCONOMISEZ JUSQU'À

10 750 \$[‡]

LES ÉCONOMIES INCLUMENT:

- 9 250 \$ EN REMISE AU COMPTANT[†] +
- 1 500 \$ EN BONI OFFERT AUX PROPRIÉTAIRES ACTUELS DE PICK-UP OU AUX TRAVAILLEURS SPÉCIALISÉS DÉTENANT UNE CARTE DE COMPÉTENCE OU D'APPRENTI[^]

et sont applicables aux modèles Ram 1500 2013 sélectionnés (à l'exception des modèles Ram à cabine simple 4X2 et 4X4 2013). Les modèles à cabine simple sont exclus de l'offre du boni de 1 500 \$.

SUR UN MODÈLE DE LA GAMME DE PICK-UP LA PLUS DURABLE AU PAYS^{**}

ET PROFITEZ D'UN TAUX DE FINANCEMENT À L'ACHAT DE **3,99%[±]** JUSQU'À 96 MOIS



GAGNANT « MEILLEUR ACHAT 2013 » DE CONSUMERS DIGEST



LE COURAGE - LA LÉGENDE RAM

Ram 1500 Laramie à cabine d'équipe 4X2 2013 avec RamBox[™] montré

WWW.CAMIONRAM.CA

Le consommateur avisé lit les petits caractères: †, ‡, °, ±. Les offres de cette annonce s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs sélectionnés achetés entre le 1^{er} août et le 3^{er} septembre 2013 auprès des concessionnaires participants et peuvent être modifiées sans préavis. Le concessionnaire peut devoir échanger ou commander un véhicule (le cas échéant). Le concessionnaire peut vendre ou financer à prix moindre. Un acompte peut être demandé. Voyez votre concessionnaire pour les détails et conditions. † Les économies totales comprennent une remise au comptant (Ram Heavy Duty 2013 sélectionnés: 7 000 \$ et Ram 1500 2013 sélectionnés: 9 250 \$) et un boni au comptant de fidélisation et de conquête (1 500 \$) et un boni au comptant de fidélisation et de conquête (1 500 \$) et un boni au comptant de fidélisation et de conquête (1 500 \$) et un boni au comptant de fidélisation et de conquête (1 500 \$) et un boni au comptant de fidélisation et de conquête (1 500 \$) et un boni au comptant de fidélisation et de conquête (1 500 \$) et un boni au comptant de fidélisation et de conquête (1 500 \$). Certaines conditions s'appliquent. ‡ Les remises au comptant de 7 000 \$ et de 9 250 \$ sont déduites du prix négocié avant l'application des taxes. La remise de 7 000 \$ est applicable aux modèles Ram Heavy Duty 2013 sélectionnés (à l'exception des modèles Ram châssis-cabine). Les quantités sont limitées à 574 camions Ram Heavy Duty. La remise de 9 250 \$ est applicable aux modèles Ram 1500 2013 sélectionnés (à l'exception des modèles Ram à cabine simple 4X2 et 4X4 2013, qui se qualifient pour une remise de 7 000 \$). Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et conditions. ° Le boni au comptant de 1 500 \$ sur les pick-up Ram sélectionnés est offert à l'achat au détail d'un modèle Ram 2500/3500 2012 et 2013 (à l'exclusion des modèles Ram châssis-cabine) et Ram 1500 2013 (à l'exclusion des modèles Ram châssis-cabine) et Ram 1500 2013 (à l'exclusion des modèles Ram châssis-cabine). Les quantités sont limitées à 574 camions Ram Heavy Duty. Les modèles à châssis-cabine sont exclus de l'offre du boni de 1 500 \$. Les clients admissibles sont les propriétaires d'un pick-up Dodge ou Ram ou les propriétaires ou locataires d'un pick-up d'un autre fabricant. Le véhicule doit avoir été acheté ou loué par le client admissible et enregistré à son nom au plus tard le 1^{er} mars 2013. Une preuve de propriété ou d'entente de location sera exigée. Les travailleurs spécialisés agréés ou ceux qui suivent une formation de travailleurs spécialisés sont également admissibles. Ceci inclut les travailleurs certifiés et les clients qui terminent un certificat d'apprentissage. Une preuve de licence ou un certificat de travailleur spécialisé sera exigée. Certaines conditions s'appliquent. L'offre prend fin le 3^{er} septembre 2013. Consultez votre concessionnaire pour tous les détails. ± Le taux de financement à l'achat de 3,99 % jusqu'à 96 mois est offert aux clients admissibles sous réserve de l'approbation de crédit par la RBC Banque Royale, La Banque Scotia et le Financement Auto TD et est applicable à tous les modèles Ram 2013. Exemples: Ram 3500 Laramie à cabine d'équipe 4X2 2013 (D28P92 + 26H + WLA) avec un prix d'achat de 55 490 \$ (incluant une remise au comptant de 7 000 \$ et un boni de fidélisation/conquête de 1 500 \$), financé à un taux de 3,99 % pour 96 mois sans aucun acompte (0 \$) équivalent à 208 paiements aux deux semaines de 216,34 \$, des frais de crédit de 6 503,72 \$ et une obligation totale de 44 998,72 \$. À l'affirmation basée sur la segmentation d'Automotive News. Données basées sur le Guide de consommation de carburant 2013 de Ressources naturelles Canada (RNCAN). 7,8 L/100 km (36 mpg) sur route et 11,4 L/100 km (25 mpg) en ville pour le modèle Ram HFE 2011 avec moteur V6 de 3,6 L à transmission 8 vitesses 4X2. La consommation d'essence de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs – à des fins de comparaison seulement. Voyez votre concessionnaire pour des précisions supplémentaires sur le programme EnergyGuide. ** Affirmation basée sur la longévité de l'ensemble de la gamme de pick-up Ram par rapport à la longévité des gammes de pick-up compétitives, selon l'étude de R.L. Polk Canada, Inc. des véhicules canadiens des années modèles 1987 à 2011 en opération au 30 juin 2011. ° Affirmation basée sur la segmentation des pick-up pleine grandeur d'Automotive News. Le modèle et l'équipement de remorquage spécifiques sont requis pour obtenir la cote maximale. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails. Le sceau Best Buy est une marque de commerce de Consumers Digest. Communications LLC et utilisée sous licence. ° Hemi est une marque déposée de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. ° Cummins est une marque déposée de Cummins, Inc. ° Jeep est une marque déposée de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. ° RamBox est une marque déposée de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. ° Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep • Dodge • RAM